

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du jeudi 27 février 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 12 février 2025

DELIBERATION N°DL_AP2025_0017

Relative à la modification de la délibération n°DL_CP2022_0143 du 25 mai 2022, relative à la désignation de représentants du conseil départemental de Mayotte-titulaire et suppléant au Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) et au Conseil d'administration du conservatoire Botanique National de Mascarin

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept février, à 14h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU,
Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Madame Bibi CHANFI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Nadjima SAID,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Echati ISSA

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3121- 23 ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le courrier de la préfecture de Mayotte en date du 24 septembre 2024 relatif au renouvellement des membres de la commission consultative de l'environnement et de la protection du patrimoine à Mayotte ;

Considérant le rapport n°2025-02427 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la Commission Administration générale, Transport et Transition écologique du mercredi 26 février 2025.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de modifier l'article 1 de la délibération n°DL_CP2022_0143 du 25 mai 2022, comme suit :

« de désigner au titre du collège des personnes qualifiées deux représentants du conseil départemental de Mayotte au CREFOP et un représentant au conseil d'administration du Conservatoire Botanique National de Mascarin comme suit :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation professionnelle (CREFOP)	
Madame Soihirat EL HADAD Conseillère départementale de PAMANDZI	M. Saindou ATTOUMANI Conseiller départemental de OUANGANI
Conseil d'administration du Conservatoire Botanique National de Mascarin	
Madame Nadjima SAID Conseillère départementale de BANDRABOUA	

Article 2 : de désigner les conseillers départementaux suivants pour siéger au Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) ;

Titulaires	Suppléants
M. Daoud SAINDOU MALIDE	M. Abdoul KAMARDINE
Mme Farianti M'DALLAH	M. Ali OMAR
Mme Rosette VITTA	M. Madi Moussa VELOU
Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	Mme Echati ISSA
M. El Anrif HASSANI	Mme Bibi CHANFI
Mme Nadjima SAID	Mme Soihirat EL HADAD
Mme Hélène POLLOZEC	M. Elyassir MANROUFOU

Article 3 : de supprimer le comité de coordination mahorais de l'emploi et de la formation professionnelle du tableau des commissions et organismes extérieurs ;

Article 4 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et son affichage et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI

MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE SIEGEANT AUX DIVERSES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET ORGANISMES EXTERIEURS

NOM DE L'ORGANISME	MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL		TEXTES DE REFERENCE
	Titulaires	suppléants	
Commission d'appel d'offres (CAO)	M. Saïndou ATTOUMANI M. El Anrif HASSANI M. Abdoul KAMARDINE M. Elyassir MANROUFOU M. Soula SAÏD SOUFFOU	Mme Farianti M'DALLAH M. Nadjayedine SIDI Mme Bibi CHANFI M. Alain SARMENT M. Mariam SAÏD KALAME	
Commission de Délégation de service public	Mme Echati ISSA M. Saïndou ATTOUMANI M. Elanrif HASSANI Mme Hélène POLLOZEC Mme Mariam SAÏD KALAME	Mme Bibi CHANFI M. Daoud SAINDOU MALIDE Mme Roseffe VITA M. Elyassir MANROUFOU Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, INFRASTRUCTURES, PORTS, TRANSPORTS			
Syndicat mixte d'investissement pour l'Aménagement à Mayotte (SMIAM) En cours de liquidation	1. M. Saïndou ATTOUMANI 2. Mme Zamimou AHAMADI 3. Mme Echati ISSA 4. M. Elyassir MANROUFOU	1. M. Nadjayédine SIDI 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. M. El Anrif HASSANI 4. Mme Hélène POLLOZEC	
Conseil Portuaire	1. Ali OMAR	1. Mme Echati ISSA	Arrêté ministériel Article R.5314-13



				L'article R 621-1 du code des ports maritimes			Envoyé en préfecture le 07/03/2025 Reçu en préfecture le 07/03/2025 Publié le ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE
Commission financière du port de commerce de Longoni	1. Mme Echafi ISSA	1. Mme Bibi CHANFI					
Commission Bâtiment	1. M. 2. Mme Rosette VITTA 3. M. Alain SARMENT	1. M. Ali OMAR 2. Mme Bibi CHANFI 3. M. Nadjayedine SIDI					Délibération n°50/2006/CG du 15/03/2006
Commission consultative des services publics locaux	1. Mariam SAÏD KALAME 2. Mme Zouhourya MOUAYAD ben 3. M. El Anrif HASSANI 4. M. Daniel ZAÏDANI 5. Mme Laïni ABDALLAH BOINA	1. M. Soula SAÏD SOUFFOU 2. Mme Echafi ISSA 3. Mme Zamimou AHAMADI 4. M. Elyassir MANROUFOU 5. Mme Sothirat EL HADAD					CGCT (art. L. 1413-1) Loi n°2002-276 du 28 fév. 2002 relative à la démocratie de proximité
Commission du SAR	TITULAIRES (26 élus) 1. M. Ben Issa OUSSENI 2. M. 3. Mariam SAÏD KALAME 4. M. Ali OMAR 5. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 6. Mme Bibi CHANFI 7. M. Daoud SAINDOU MALIDE 8. M. Madi Moussa VÉLOU 9. Mme Echafi ISSA 10. Mme Farianti M'DALLAH 11. Mme Rosette VITTA 12. Mme Zamimou AHAMADI 13. M. El Anrif HASSANI	14. M. Saïndou ATTOUMANI 15. M. Soula SAÏD SOUFFOU 16. Mme Zaounaki SAINDOU 17. M. Daniel ZAÏDANI 18. Mme Sothirat EL HADAD 19. M. Abdoul KAMARDINE 20. M. Nadjayedine SIDI 21. Mme Héléne POLLOZEC 22. M. Elyassir MANROUFOU 23. Mme Laïni ABDALLAH BOINA 24. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI 25. M. Alain SARMENT 26. Mme Nadjima SAÏD					Délibération n°476/2011/CG en date du 29 septembre 2011
Comité de suivi sur l'exécution du marché de transports scolaires	1. M. Ali OMAR	-					
Conseil de discipline transports scolaires	1. Mme Sothirat ELHADAD	-					Délibération n°2016.0019

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



				5 décembre 2016
Commission Aides aux Communes et Etablissements Publics Intercommunaux	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. Saïdou ATTOUMANI 3. M. Soula SAÏD SOUFFOU	1. Mme Echafi ISSA 2. Mme Rosette VITTA 3. M. El Anrif HASSANI		Délibération n°49/2007/CG du 30/03/2007
Commission de Fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) : Comité de gestion et d'engagement	1. Zamimou AHAMADI 2. M. Abdoul KAMARDINE	-		-L'article D312-25 du code de l'éducation -Protocole FRAFU
Commission de Fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) : Comité permanent	1. M. Abdoul KAMARDINE	-		-L'article D312-25 du code de l'éducation -Protocole FRAFU
Association GéoMayotte Géo Mayotte est la plateforme de catalogue et d'échange de données géographiques	1. M. Daniel ZAÏDANI	-		Statuts de l'association créée le 12 décembre 2013 par délibération n°1365/2013/CG
Association des Ports des Iles de l'Océan Indien	1. Mme Bibi CHANFI	-		
Association Nationale des Ports Maritimes territoriaux	1. Ali OMAR			Délibération N°DL_CP2020_0332
Association Internationale des Villes et Ports (AIVP)	1. Mme Echafi ISSA			DELIBERATION N°2019.00155 du 29 mai 2019
Commission d'élaboration du Schéma d'aménagement régional (CESAR) de Mayotte	1. M. 2. M. Saïdou ATTOUMANI 3. Mme Bibi CHANFI 4. M. Alain SARMENT	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. M. Ali OMAR 3. M. Abdoul KAMARDINE 4. M. Nadjayedine SIDI		art. L143-16 du code de l'urbanisme Délibération N°2018.0008 du 24 avril 2018
Grande commission nautique	1. Mme Zamimou AHAMADI	-		-Décret n°86-606 du 14 mai 1986 relatif aux commissions nautiques - Délibération

Envoyé en préfecture le 07/03/2025		
Reçu en préfecture le 07/03/2025		
Publié le		
ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE		


n°2019.00419 du 10/12/2019					
Schéma directeur territorial sur l'aménagement numérique de Mayotte. Chargé(e) du numérique et de l'innovation	1. Mme Zamimou AHAMADI	-		Délibération N°1114/2013/CG de l'AP du 30 avril 2013	
Commission portuaire de bien être des gens de mer de Mayotte	<u>Au titre des collectivités territoriales</u> 1. Mme Hélène POLLOZEC 2. M. Saïndou ATTOUMANI <u>Au titre de l'autorité portuaire</u> 1. Mme Fariantfi MDALLAH			arrêté préfectoral n°708/DMSOI en date du 24 juillet 2018	
Conseil d'Administration du GIP CRPV-CS Maoré Ouvoïmoja.	1. Mme Hélène POLLOZEC	1. M. Soibahadine NDAKA		Statuts du GIP Délibération n°2024-0	
Commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur	M. Nadjayedine SIDI	Mme Zamimou AHAMADI		-arrêté préfectoral n°2020-SG-931 du 20 novembre 2020 -Délibération n°2021.00239-A	
Assemblée Générale du Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART)	M. Ali OMAR	Mme Soihirat EL HADAD			
CONSEIL D'ADMINISTRATION DES LYCEES ET COLLEGES DE MAYOTTE					
Représentants du Conseil départemental dans les conseils d'administration des collèges					
Nom de l'établissement	Nom, prénom	canton			
Collège de Bandré	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. Madi Moussa VELOU	Dembéni			
Collège de Dembéni	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. Madi Moussa VELOU	Dembéni			



Collège de Chiconi	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Saïndou ATTOUMANI	Ouangani
Collège de Mgombani	1. M. Elyassir MANROUFOU 2. Mme Laili ABDALLAH BOINA	Mamoudzou II
Collège de Doujani	1. M. Elyassir MANROUFOU 2. Mme Laili ABDALLAH BOINA	Mamoudzou II
Collège de Dzoumogné	1. Mme Nadjima SAÏD 2. M. Alain SARMENT	Bandraboua
Collège de kani kéli	1. M. 2. Mme Rosette VITTA	Bouéni
Collège de Bouéni	1. M. 2. Mme Rosette VITTA	Bouéni
Collège de kawéni 1	1. Mme Hélène POLLOZEC 2. M. Nadjayedine SIDI	Mamoudzou III
Collège de kawéni 2	1. Mme Hélène POLLOZEC 2. M. Nadjayedine SIDI	Mamoudzou III
Collège de kawéni 3	1. Mme Hélène POLLOZEC 2. M. Nadjayedine SIDI	Mamoudzou III
Collège de Majicavo	1. Mme Echafi ISSA 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE	Koungou
Collège de Koungou	1. Mme Echafi ISSA 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE	Koungou
Collège de Labattoir	1. M. Ali OMAR	Dzaoudzi



	2. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	
Collège de Pamandzi	1. Mme Sohirat EL HADAD 2. M. Daniel ZAÏDANI	Pamandzi
Collège de M'tsangadoua	1. Mme Zouhouya MOUAYAD BEN 2. M. Abdoul KAMARDINE	M'tzamboro
Collège de M'tzamboro	1. Mme Zouhouya MOUAYAD BEN 2. M. Abdoul KAMARDINE	M'tzamboro
Collège de Sada	1. Mme Mariam SAÏD KALAME 2. M. Soula SAÏD SOUFFOU	Sada
Collège de Tsimkoura	1. Mme Mariam SAÏD KALAME 2. M. Soula SAÏD SOUFFOU	Sada
Collège de M'tsangamouji	1. Mme Zaounaki SAINDOU 2. M. Ben Issa OUSSENI	Tsingoni
Collège de Tsingoni	1. Mme Zaounaki SAINDOU 2. M. Ben Issa OUSSENI	Tsingoni
Collège de Passamainty	1. Mme Fariantti M'DALLAH 2. M. El Anrif HASSANI	Mamoudzou I
Collège Kwalé (Tsoundzou)	1. Mme Fariantti M'DALLAH 2. M. El Anrif HASSANI	Mamoudzou I
Collège de Ouangani	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Saïndou ATTOUMANI	
Représentants du Conseil départemental dans les conseils d'administration des lycées		

Lycée polyvalent de Mamoudzou	1. M. Elyassir MANROUFOU 2. Mme Laïni ABDALLAH BOINA	Mamoudzou II
Lycée polyvalent Mamoudzou Nord (Lycée des lumières)	1. Mme Hélène POLLOZEC 2. M. Nadjayedine SIDI	Mamoudzou III
Lycée polyvalent de Kawéni	1. Mme Hélène POLLOZEC 2. M. Nadjayedine SIDI	Mamoudzou III
Lycée polyvalent de Petite terre	1. Mme Saïhira EL HADAD 2. M. Daniel ZAÏDANI	Pamandzi
Lycée polyvalent de Sada	1. Mme Mariam SAÏD KALAME 2. M. Soula SAÏD SOUFFOU	Sada
Cité scolaire du nord	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. M. Abdoul KAMARDINE	M'Tzamboro
Lycée polyvalent de Dzoumogné	1. Mme Nadjima SAÏD 2. M. Alain SARMENT	Bandraboua
Lycée polyvalent de Kahani	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Saïndou ATTOUMANI	Ouangani
Lycée polyvalent de Chirongui	1. Mme Mariam SAÏD KALAME 2. M. Soula SAÏD SOUFFOU.	Sada
Lycée professionnel de Tsararano	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. Madi Moussa VELOU	Dembéni
<div>  </div> <div> DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, URBANISME </div>		


Conseil d'administration de la Société Immobilière de Mayotte (SIM)		1. Mme Echafi ISSA 2. Mme Zaounaki SAINDOU Censeur du Conseil d'administration 1. M. Nadjayedine SIDI		-		Article 18 des Statuts de la SIM	
						Article 18 des Statuts de la SIM	
Assemblée générale d'actionnaires de la SIM		1. Mme Zaounaki SAINDOU		-		Article 18 des Statuts de la SIM	
Conseil Départemental de l'Habitat et de l'hébergement		1. M. Ben Issa OUSSENI ou son représentant 2. M. El Anrifi HASSANI 3. Mme Echafi ISSA 4. M. Madi Moussa VELOU 5. M. Elyassir MANROUFOU 6. M. Nadjayedine SIDI		1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Ali OMAR 3. M. Abdoul KAMARDINE 4. M. Daoud SAINDOU MALIDE 5. Mme Latini ABDALLAH BOINA 6. Mme Nadjima SAÏD		6 représentants du CG (arrêté n°84 du 25 février 1999)	
Observatoire de l'équipement commercial		1. Mme Bibi CHANFI		1. M. Abdoul KAMARDINE		Arrêté préfectoral n°581/SG/DIRAD du 03 novembre 2000	
Comité local IFECOR		1. M. Daniel ZAÏDANI 2. Mme Zaounaki SAINDOU		1. M. Elyassir MANROUFOU 2. M. Madi Moussa VELOU		Décret du 7 juillet 2000 Arrêté préfectoral de 1999	
Conseil de Surveillance de l'EDM		1. Mme Echafi ISSA 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. M. Nadjayedine SIDI		-		Art. 19 statuts du CG	
Commission départementale des impôts directs locaux (CDIDL)		1. Mme Bibi CHANFI		1. M. Ali OMAR		Décret n°2013-993 du novembre 2013	
Commission départementale des valeurs		1. Mme Soihirat ELHADAD		1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN		Décret n°2013-993 du	

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



localités des locaux professionnels (CDVLLP)	2. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	2. Mme Hélène POLLOZEC	novembre 2013
SPL 976	1. M. Saïndou ATTOUMANI 2. M. El Anrif HASSANI 3. M.	-	Statuts de la société
Comité Départemental d'Orientation de BPI France Mayotte (Banque publique d'investissement)	1. Mme Zamimou AHAMADI	-	délibération n°1644/2014/CP du 31 juillet 2014
Comité de suivi des Rencontres régionales économiques de Nosy Be (RRNB)	1. M. El Anrif HASSANI	-	délibération n°2025/2015/CP du 09 mars 2015
Agence d'attractivité et de développement touristique de Mayotte (AaDTM)	1. Mme Zaounaki SAINDOU 2. Mme Rosette VITTA 3. Mme Zouhouya MOUAYAD BEN 4. Mme Bibi CHANFI 5. M. Alain SARMENT	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. M. 3. Mme Farianti MDALLAH 4. Mme Echafi ISSA 5. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	- Art. 7 des statuts - Art. 8 des statuts
Plateforme d'initiative Mayotte	1. Mme Bibi CHANFI	-	Délibération N°2017.00123 CP du 20 juin 2017
Commission des taxis	1. Mme Farianti MDALLAH	1. M. El Anrif HASSANI	Délibération n°17/2001/CP du 28 mars 2001
Commission des usagers du Marché couvert de Mamoudzou	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. M. 3. Mme Latini ABDALLAH BOINA	1. M. Ali OMAR 2. Mme Rosette VITTA 3. Mme Hélène POLLOZEC	Délibération n°200/2009 du 3 décembre 2009

Envoyé en préfecture le 07/03/2025


Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



Commission des qualifications compétentes pour examiner les demandes d'attribution du titre de maître artisan	1. Mme Bibi CHANFI	-	le décret n°98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers, notamment dans son article 4
Instances locales, régionales et nationales de l'économie sociale et solidaire ainsi que de l'insertion par l'activité économique - Commission ESS des Régions de France - Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) - Le Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE) - toute instance locale, régionale, nationale, européenne ou internationale de l'ESS et de l'IAE à laquelle le Département est appelé à siéger ou adhérer	1. Mme Echati ISSA	1. Mme Bibi CHANFI	loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 décret n°2015-1220 du 1er octobre 2015 délibération n°2018.00201 du 17 octobre 2018 délibération n°2020.0046 commission permanente du 03 mars 2020
ADIM (Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte)	<u>Assemblée générale de l'ADIM</u> 1. Mme Zamimou AHAMADI 2. Mme Bibi CHANFI 3. Mme Rosette VITTA 4. M. Nadjayedine SIDI <u>Conseil d'Administration de l'ADIM</u> 1. Mme Rosette VITTA 2. Mme Zamimou AHAMADI	-	- Arrêté préfectoral n°2016-14629 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public "GIP" dénommé "ADIM" ; - délibération 2017/2015/CG du 9 mars 2015, délibération 2157/2015/CD, n°2023-003 du 6 avril 2023
Technopôle de Mayotte	1. M. Madi Moussa VELOU 2. Mme Zaounaki SAINDOU	-	DELIBERATION N°2019.003 la CP du 15 novembre 2019

<p align="center">Agence Urbanisme et de développement de Mayotte (AUDM – AUD976)</p>	<p>Assemblée générale de l'Agence d'urbanisme et de développement de Mayotte (AUD976) :</p> <p>1 - M. Ben Issa OUSSENI (ou son représentant) 2 - M. Saïndou ATTOUMANI 3 - Mme Echati ISSA 4 - Mme Bibi CHANFI 5 - M. Abdoul KAMARDINE 6 - M. Ali OMAR 7 - M. Daoud SAINDOU MALIDE 8 - Mme Zaounaki SAINDOU 9 - M. EL-Anrifi HASSANI 10 - M. Nadjayédine SIDI 11 - M. Alain SARMENT 12 - Mme Laïni ABDALLAH-BOINA 13. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI 14 - Mme Héléne POLLOZEC</p> <p>Conseil d'administration de l'Agence d'urbanisme et de développement de Mayotte (AUD976)</p> <p>1 - M. Ben Issa OUSSENI (ou son représentant) 2 - M. Saïndou ATTOUMANI 3 - Mme Echati ISSA 4 - Mme Bibi CHANFI 5 - M. Abdoul KAMARDINE 6 - M. Nadjayédine SIDI 7 - M. Alain SARMENT 8 - Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI</p>	<p align="center">-</p>	<p>Articles : article L. 101-1 et L.101-2 et L. 132-6 du Code de l'Urbanisme</p> <p>Délibération n°2022.0032 du 28 février 2022</p>	<div> <div>Envoyé en préfecture le 07/03/2025</div> <div>Reçu en préfecture le 07/03/2025</div> <div>Publié le</div> <div>ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE</div> </div> 
--	--	-------------------------	---	---

Association Aéro Téch OI	1. Soihirat EL HADAD	-	Délibération CP2022-0116 du 21 avril 2022
GALPA (Groupe d'Action Locale pour la Pêche et l'Aquaculture)	1. Mme Bibi CHANFI	1. Mme Soihirat EL HADAD	Délibération n°CP2023_0 du 12 juillet 2023
Comité du système de distribution publique de l'électricité du territoire	1. Monsieur Ali OMAR 2. Madame Echati ISSA 3. Monsieur Abdoul KAMARDINE 4. Monsieur Soula SAID SOUFFOU	-	Délibération N°DL_CP2023_0153
SANTE, SOCIAL			
Conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM)	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Madi Moussa VELOU	-	Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 Décret n°2010-361 du 8/4/2010 Délibération 2018.00308
Commission des personnes handicapées de Mayotte	1. Mme Farianti M'DALLAH	1. M. Madi Moussa VELOU	Ordon. N°2008-859 du 28/08/08 Décret n°2010 1148 du 28/09/10
Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH)	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. Mme Farianti M'DALLAH 3. Mme Nadjima SAÏD 4. M. Elyassir MANROUFOU	1. M (agent du département) 2. M (agent du département) 3. M (agent du département) 4. M (agent du département)	Délibérations n°2017.002 n°2016-00087
Commission Exécutive du GIP-MDPH (Comex)	1. M. Madi Moussa VELOU 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 3. Mme Echati ISSA	-	Délibérations n°2016-00087 n°2019.00319

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



	<p>4. Mme Farianti M'DALLAH</p> <p>5. Mme Mariam SAÏD KALAME</p> <p>6. Mme Nadjima SAÏD</p> <p>7. M. Elyassir MANROUFOU</p> <p>8. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI</p> <p>9. M. Nadjayedine SIDI</p> <p>10. Mme Sohirat EL HADAD</p>			
Commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte	<p>1. Mme Echati ISSA</p> <p>2. Mme Bibi CHANFI</p>	<p>1. M. Abdoul KAMARDINE</p> <p>2. Mme Farianti M'DALLAH</p>	Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (Chap. III, Section 2, sous-section 2)	
La Conférence de Santé et de l'Autonomie (CSA)	<p>1. M. Madi Moussa VELOU</p> <p>2. Mme Echati ISSA</p>	<p>1. Mme Rosette VITTA</p> <p>2. M. El Anrif HASSANI</p>	Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (chap III, section 3, sous-section 2)	
Conseil de Famille	<p>1. Mme Farianti MDALLAH</p> <p>2. M. El Anrif HASSANI</p>	<p>1. M. Ali OMAR</p> <p>2. M. Alain SARMENT</p>	Article L. 224-2 du code de l'action sociale et des familles Art. R 224-3 et R 224-4 du CASF	
Commission de concertation en santé mentale	<p>1. M. Madi Moussa VELOU</p>	<p>1. Mme Farianti M'DALLAH</p>	Art. R 3811-3 du code de la santé publique Décret n°2005-434 du 6 mai 2005	
Commission technique d'appréciation du taux d'incapacité de la personne handicapée	<p>1. Mme Farianti M'DALLAH</p> <p>2. M. Madi Moussa VELOU</p> <p>3. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN</p> <p>4. Mme Nadjima SAÏD</p>	<p>1. Mme Echati ISSA</p> <p>2. M. Ali OMAR</p> <p>3. Mme Rosette VITTA</p> <p>4. M. Elyassir MANROUFOU</p>	Délibération n°119/2003/du 19 déc. 2003	
Commission Départementale d'action contre les violences faites aux femmes	<p>1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN</p>	<p>1. Mme Echati ISSA</p>	Arrêté n°174/SG/DDFE/2025 25 mars 2002	

Association REDECA Mayotte	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. Mme Laïni ABDALLAH BOINA	-	Statuts de l'association
Commission départementale d'aides sociales	1. Mme Echati ISSA 2. Mme Farianti M'DALLAH 3. Mme Nadjima SAÏD	1. M. Madi Moussa VELOU 2. M. Ali OMAR 3. M. Elyassir MANROUFOU	Délibération n°037/2007/CG du 30 mars 2007
Conseil départemental de la santé et de la protection animale (CDSPA - Commission administrative à caractère consultatif)	1. M. Elyassir MANROUFOU 2. M.	1. Mme Laïni ABDALLAH BOINA 2. Mme Bibi CHANFI	Arrêté préfectoral 2012-006- DAAF article 2
Comité régional d'organisation et de suivi (CROS - vise à réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)	1. M. Abdoul KAMARDINE	1. Mme Rosette VITTA	Arrêté préfectoral 2012-006- DAAF article 2
Equipes pluridisciplinaires dans le cadre du revenu de solidarité active (RSA)	1. Mme Echati ISSA 2. M. El Anrifi HASSANI 3. Mme Nadjima SAÏD	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	Arrêté n°2013-01/MRSA Article 1 ^{er}
Convention d'orientation départementale	1. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	-	Délibération n°840/2012/CG du 12 juillet 2012
Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens	1. M. Abdoul KAMARDINE	-	Délibération 1705/2014/C 19 septembre 2014
Comité d'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS)	1. M. Madi Moussa VELOU	-	Code de la santé publique Article R.6313-1-1
Comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes	1. Mme Echati ISSA	-	Ordonnance n°2012-576 avril 2012

défavorisées (PDALPD)				
Comité départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)	1. Madi Moussa VELOU 2. M. Elyassir MANROUFOU 3. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	-	-	-Loi du 28 décembre 2015 relative à l'Adoption de la Société au Vieillessement (ASV) -Délibération 2016.00182 du 12 octobre 2016 (Création du CDCA)
Commission consultative paritaire départementale (relative à l'exercice des assistants familiaux)	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. (agent) 3. (agent)	1. Mme Echafi ISSA 2. (agent) 3. (agent)		Décret n°2006-1153 du 14 septembre 2006 relatif à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux et modifiant le code de l'action sociale et des familles
Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de Mayotte (SDIS) (le Président du CD est membre de droit)	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Rosette VITA 3. Mme Farianti M'DALLAH 4. Mme Sohirat ELHADAD 5. Mme Bibi CHANFI 6. Mme Zamimou AHAMADI 7. M. Daniel ZA'DANI 8. M. Nadjayedine SIDI 9. M. Alain SARMENT	1. Mme Nadjima SAID 2. Mme Echafi ISSA 3. M. El Anrif HASSANI 4. M. Saïndou ATTOUMANI 5. M. 6. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 7. Mme Lâini ABDALLAH BOINA 8. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI 9. Mme Hélène POLLOZEC		Articles L. 1424-24-1 et L.1424-24-2 du CGCT
PACT (association pour le logement solidaire)	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. M. Elyassir MANROUFOU	-		
Conseil Départemental au sein de la Conférence Régionale de Santé et de l'Autonomie	1. M. Madi Moussa VELOU 2. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	1 agent DPMI		Loi 2019-774 du 24 juillet

Commission de lutte contre la prostitution	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. Mme Solhirat EL HADAD	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Eiyassir MANROUFOU	Loi n°2016-444 du 13 avril 2016 Article R 121-12-7 du code de l'action sociale Délibération CP-2020.00018 du 25 février 2021
Commission d'information et de sélection d'appel à projets social et médico-social	1. M. Madi Moussa VELOU 2. (agent) 3. (agent) 4. (agent)	1. Mme Fariantfi M'DALLAH 2. (agent) 3. (agent) 4. (agent)	article R.313-1 du code de l'action sociale et des familles
Conseil départemental de la prévention contre la délinquance	1. M. Madi Moussa VELOU	-	DELIBERATION N°DL_AP2021_0317
Conseil de surveillance de l'Agence Régionale de Santé de Mayotte	1. M. Ben Issa OUSSENI 2. M. Madi Moussa VELOU	1.1 Mme Echafi ISSA 1.2 Mme Naajima SAID 2.1 M. Daniel ZAIDANI 2.2 Mme Hélène POLLOZEC	Décret n°2024-566 du 19 juin 2024 Délibération n°2024-0174 du 04 septembre 2024
Comité local chargé d'émettre un avis sur les fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la FIPHFP	1. Mme Echafi ISSA	1. M. Madi Moussa VELOU	- Article 13 du décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au FIPHFP - Délibération n°AP2022_0074 du 12 avril 2022
Comité Départemental des Services aux Familles (CDSF)	1. M. Madi Moussa VELOU	1. Mme Echafi ISSA	Décret du 14 décembre 2021 Délibération N°AP2022_0319
COOPERATION REGIONALE			

Comité de gestion du fonds de régionale (Mayotte)	1. M. El Anrif HASSANI 2. Mme Zamimou AHAMADI 3. Mme Bibi CHANFI 4. Mme Hélène POLLOZEC	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. M. 4. Mme Sohirat EL HADAD	Décret n°2002-1504 du 24 décembre 2002
Comité pour l'insertion régionale de Mayotte (CIRM)	1. M. Ben Issa OUSSENI 2. Mme Bibi CHANFI 3. Mme Zamimou AHAMADI 4. Mme Sohirat EL HADAD 5. Mme Hélène POLLOZEC	1. Mme Echafi ISSA 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. Mme Laini ABDALLAH BOINA 4. M. Nadjayédine SIDI 5. M. Elyassir MAANROUFOU	Délibération n°2024-0236 du 10 octobre 2024
STRUCTURE FINANCIERE			
Comité local préparatoire aux travaux de la commission consultative sur l'évaluation des charges	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Sohirat EL HADAD 3. M. Daniel ZAIDANI 4. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. Mme Mariam SAÏD KALAME 4. Mme Hélène POLLOZEC	Décret n° 2011-346 du 28 mars 2011
FONCIER			
Commission du Patrimoine et du Foncier (CPF)	1. M. Ben Issa OUSSENI ou son représentant 2. M. Ali OMAR 3. M. Saïndou ATTOUMANI 4. M. Abdoul KAMARDINE	1. Mme Echafi ISSA 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. Mme Rosette VITTA 4. M. El Anrif HASSANI	Délibération n°241/2007 Arrêté n°147/DGS/DAFP
Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Aménagement de Mayotte EPFAM	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Zaounaki SAINDOU	1. Madi Moussa VELOU 2. M. Nadjayedine SIDI 3. M.	Loi n° 2015-1268 du 10 octobre 2015 délibération n°2016.0020 05 décembre 2016

Groupeement d'Intérêt Public Local CUF (GIPL-CUF)	Assemblée Générale 1. M. Nadjayedine SIDI Conseil d'Administration 1. M. Ben Issa OUSSENI (ou son représentant)	-	La loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 - article 35-1 Arrêté préfectoral n°2023-SG-0508 du 30 juin 2023 Délibération N°DL_CP2023_0205 du 16/10/2023
Conseil d'Architecture, de l'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Mayotte	1. M. Ben Issa OUSSENI (ou son représentant) 2. M. Saïndou ATTOUMANI 3. M. Nadjayedine SIDI 4. M. Alain SARMENT	-	Loi n°77-2 du 3 janvier 1977 Décret n°78-172 du 9 février 1978 Délibération CP-2020.00260 du 15 octobre 2020
Commission des Baux Ruraux (représentants des bailleurs des fonciers agricoles)	1. M. Ben Issa OUSSENI (ou son représentant) 1. Directeur DAFPI 2. Chef du service des actes de la DAFPI	1. M. Saïndou ATTOUMANI	Article R461-3 du Code rural et de la pêche maritime. Arrêté préfectoral n°879/DAAF/2017. Délibération n°2017.00194 - CP du 16 octobre 2017.
OUTER MER / EUROPE			
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-mer et portant application de l'art. 74 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (CNEPEOM)	1. M. Ben Issa OUSSENI	1. M. El Anrif HASSANI	Décret n°2010- du
Commission des comptes économiques et sociaux des Départements d'Outre-Mer et de suivi de loi d'orientation pour l'outre-mer	1. M. Ben Issa OUSSENI	1. Mme Bibi CHANFI	Désignation par courrier n°583/CG adressé par Président Barman au Ministre chargé de l'Outre-Mer le 25 avril 2002 Décret n°2002-258 du 22 février 2002

				portant application de l'Art.74 de la loi n°2000-1207 du 13 décembre 2000
Commission Consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat Collectivité Départementale de Mayotte et les communes de Mayotte	1. Mme Zaounaki SAINDOU 2. Mme Echafi ISSA 3. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	1. M. Ali OMAR 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. Mme Hélène POLLOZEC		Art. L. 1773-3 et R. 1777-1 du CGCT Décret n°2002-1504 du 24 déc. 2002
Comité régional unique de suivi des fonds européens (CRUS) – GIP Europe à Mayotte	1. M. Ben Issa OUSSENI 2. Mme Zamimou AHAMADI 3. Mme Echafi ISSA 4. Mme Soïhirat EL HADAD	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Roseite VITTA 4. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI		Règlement Européen 1303/2013)
Assemblée Générale GIP Europe à Mayotte	1. M. Ben Issa OUSSENI 2. Mme Zamimou AHAMADI 3. Mme Echafi ISSA 4. Mme Soïhirat EL HADAD	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Nadjima SAID 4. Mme Hélène POLLOZEC		Délibération NDL-CP2021-0068 Délibération n°2023-0023
Le comité de suivi du PO INTERREG Canal du Mozambique	1. Mme Zamimou AHAMADI	1. Mme Bibi CHANFI		Règlement Européen 1303/2013) ; Proposition de règlement COM/2018/374 final – 2018/0199 (COD)
Comité de Programmation du PO INTERREG canal du Mozambique	1. Mme Zamimou AHAMADI	1. Mme Bibi CHANFI		Règlement Européen 1303/2013) ; Proposition de règlement COM/2018/374 final – 2018/0199 (COD)
Conférence des Présidents des Régions ultrapériphériques (CPRUP)	1. M. Ben Issa OUSSENI	-		

Association des Régions ultrapériphériques françaises (ARUP)	1. M. Ben Issa OUSSENI	-	
Conférence des Régions périphériques maritimes (CRPM)	1. M. Ben Issa OUSSENI	-	
ENVIRONNEMENT			
Conseil des Rivages de l'Océan Indien	1. M. 2. M. El Anrif HASSANI 3. M. Alain SARMENT 4. Mme Laili ABDALLAH BOINA	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Echafi ISSA 3. M. Elyassir MANROUFOU 4. M. Daniel ZAÏDANI	Décret n°95-372 du 5 avril 1995 Art. R243-22 du Code de l'environnement
Comité de l'eau et de la biodiversité (ancienne appellation : Comité de bassin)	1. Mme Nadjima SAÏD 2. Mme Zamimou AHAMADI 3. M. Ali OMAR 4. M. Nadjayedine SIDI	-	Loi n°2016-1087 du 8 août 2016. Décret n°2016-1842 du 26 décembre 2016. Décret n°2005-24 du 11 janvier 2005
Comité national de la biodiversité	1. Mme Zamimou AHAMADI	1. M. Madi Moussa VELOU	Loi du 8 août 2016
Comité Consultatif de Gestion de la Réserve Naturelle Nationale de l'Îlot M'bouzi	1. M. El Anrif HASSANI 2. Mme Laili ABDALLAH BOINA	1. M. Ali OMAR 2. M. Elyassir MANROUFOU	Délibération n°122/2010/CG du 22/11/2010 Arrêté préfectoral n°45/DAF/SEF/2010
Comité de suivi du plan régional de protection et gestion des déchets (PRPGD)	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. M. 3. M. Ali OMAR 4. Mme Zaounaki SAINDOU 5. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. Mme Faranti M'DALLAH 4. Mme Rosette VITA 5. Mme Saïhraf EL HADAD 6. M. Alain SARMENT	Arrêté n°135/2005/DAET

	6. M. Elyassir MANROUFOU				Décret n°2006-665 du 7/06/2006 Arrêtés préfectoraux n°34 du 28/05/2008 et n°84 du 16/06/2010
Commission des risques naturels majeurs de Mayotte	1. M. Saïndou ATTOUMANI 2. M. Daniel ZAÏDANI			1. M. Ali OMAR 2. Mme Sohirat EL HADAD	
Commission Mahoraise du Patrimoine et des sites	1. Mme Fariantti M'DALLAH 2. Mme Laïni ABDALLAH BOINA			1. Mme Echafi ISSA 2. M. Elyassir MANROUFOU	
Conseil maritime ultramarin du bassin sud océan indien (CMUB)	1. Mme Zaounaki SAINDOU			1. Mme Zamimou AHAMADI	arrêté inter-préfectoral n°1606 (Préfet de La Réunion, Préfet de Mayotte, Préfet Administrateur TAAF) Délibération
Commission Consultative de l'Environnement et de la Protection du Patrimoine à Mayotte (CCEPP)	Formation spécialisée de la nature et de la faune sauvage captive : 1. Mme Nadjayedine SIDI Formation spécialisée des sites et paysages sauvages : 1. M. Ali OMAR Formation spécialisée des carrières 1. M. Daoud SAINDOU MALIDE			Formation spécialisée de la nature et de la faune sauvage captive : 1. Mme Laïni ABDALLAH BOINA Formation spécialisée des sites et paysages sauvages : 1. M. Alain SARMENT Formation spécialisée des carrières 1. Mme Nadjima SAÏD	Arrêté préfectoral n°2009-256 du 17 juin 2009 portant création de la CCEPP – article 2
Comité de pilotage de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Saïndou ATTOUMANI			-	Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007
Association HAWA (agréée pour la surveillance	1. Mme Fariantti M'DALLAH			1. M. El Anrif HASSANI	Statuts de l'association

de la qualité de l'air)				
Conseil d'administration du Conservatoire Botanique National des Mascariins	1. Mme Nadjima SAÏD		-	Statuts de l'association
GIP pour la gestion de la réserve naturelle nationale des forêts de Mayotte (RNNFM)	1. Bibi CHANFI 2. Soïhirat EL HADAD 3. Laini ABDALLAH BOINA		1. Ali OMAR 2. Abdoul KAMARDINE 3. Saïndou ATTOUMANI	Décret n°2021-545 du 3 mai 2021. Délibération N°DL_AP2022_0325
Commission régionale de conciliation sur l'artificialisation des sols (ZAN)	1. M..... 2. Saïndou ATTOUMANI 3. Ali OMAR		1. Nadjayedine SIDI 2. Abdoul KAMARDINE 3. Soïhirat EL HADAD	-loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 -décret n° 2023-1098 du 27 novembre 2023 -délibération AP2024-0091

AGRICULTURE

Commission régionale unique de programmation (CRUP)	1. M. Ben Issa OUSSENI		1. Mme Bibi CHANFI	règlement (CE) n°1083/2013 du Parlement européen et du Conseil
Commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine	1. Mme Bibi CHANFI		2. Mme Fariantti M'DALLAH	Arrêté n°93/AM/2007
Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires technologiques (CODERST)	1. Mme Bibi CHANFI 2. M. Madi Moussa VELOU		1. Mme Rosette VITTA 2. M. Abdoul KAMARDINE	Arrêté préfectoral n°133/SG/DDCL/BE/20 portant création du CODERST de Mayotte Délibération n°2024-02
Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural (COREAMR)	1. M. Ben Issa OUSSENI		1. Mme Echati ISSA	Animation DAAF : arrêté préfectoral n°2012-69/DAF arrêté n°2012-001/DAF
Commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA)	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Bibi CHANFI		1. M. El Anrif HASSANI 2. M. Saïndou ATTOUMANI	Arrêté préfectoral n°20041/DAAF du 03 avril 2004
Conseil d'administration Etablissement Public	1. M. Saïndou ATTOUMANI		-	Arrêté du 23 février 1995

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE

National, lycée agricole de Coconi	2. Mme Bibi CHANFI		aux conseils du lycée agricole de Mayotte
Chambre d'agriculture de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte (CAPAM)	1. Mme Zamimou AHAMADI	1. Mme Farianti M'DALLAH	Article D511-58 du code rural et de la pêche maritime (conseil départemental assiste à titre consultatif)
Conseil d'Administration de l'office de développement de l'économie agricole des DOM (ODEADOM)	1. Mme Bibi CHANFI	1. M. Saïndou ATTOUMANI	Décret modificatif n°2014-995 du 1 ^{er} sept 2014
Commission de la forêt et des produits forestiers du Département de Mayotte	1. M. El Anrif HASSANI	1. Mme Rosette VITTA	Arrêté préfectoral n°2013-082/DAAF-SDTR
Conseil de gestion du parc naturel marin (Le Président de l'AaDTM est membre de droit)	1. Mme Zaounaki SAINDOU 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 3. M. Nadjayedine SIDI	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. Ali OMAR 3. M. Daoud SAINDOU MALIDE	Décret n°2010-71 du janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte (Art.2, 2° a)
Comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA)	1. Mme Bibi CHANFI	1. Mme Zamimou AHAMADI	arrêté n° 768/DAAF/2019 portant modification de la composition du COSDA
Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)	1. M. Abdoul KAMARDINE	1. M. Madi Moussa VELOU	arrêté n°6688/DAAF/2016 portant création de la CDPENAF

EDUCATION FORMATION ET INSERTION

Conseil régional d'orientation du CNFPT	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Soula SAÏD SOUFFOU	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. Mme Echati ISSA 3. M. El Anrif HASSANI 4. Mme Rosette VITTA	Arrêté du 25 juillet 2008 (JO du 31/07/08)
Conseil de l'éducation nationale à Mayotte	1. Mme Echati ISSA 2. Mme Mariam SAÏD KALAME 3. Mme Zamimou AHAMADI 4. Mme Nadjima SAÏD 5. M. El Anrif HASSANI 6. Mme Hélène POLLOZEC 7. M. Elyassir MANROUFOU 8. Mme Maymounati MOUSSA	1. Mme Rosette VITTA 2. Ali OMAR 3. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 4. Mme Farianti M'DALLAH 5. Mme Bibi CHANFI 6. Mme Sohirat EL HADAD 7. M. Alain SARMENT	Article R 234-33-3 du code de l'éducation

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



	AHAMADI	8. M.	Statuts :
Mission Locale de Mayotte	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. Mme Solihir EL HADAD	1. M. Ali OMAR 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE	2 conseillers départementaux membres, mais 1 seul au CA
Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ)	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE	1. Mme Farianti M'DALLAH	Statuts du CRIJ
Association pour la formation et le développement maritime et aquacole à Mayotte (AFODEMAM) - Ecole d'apprentissage maritime	1. M. Abdoul KAMARDINE	--	Articles 4 et 6 des statuts
Commission des bourses et aides (COBA)	1. Mme Nadjima SAÏD 2. Mme Rosette VITTA 3. Mme Farianti MDALLAH 4. Mme Echati ISSA 5. M. Daoud SAINDOU MALIDE	-	Délibération n°2017.00282 Délibération AP2024-0003
Association Inter Carif Oref	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. M. El Anrif HASSANI	-	Article 5 des statuts de l'association
Conseil d'administration du GIP Carif Oref	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. M. El Anrif HASSANI	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Bibi CHANFI	délibération n°1882 du Conseil général de Mayotte, en date du 19 janvier 2015, relative à la validation de l'évolution du statut du CarifOref en GIP
Assemblée générale du GIP Carif Oref	1. M. Nadjayedine SIDI 2. Mme Farianti M'DALLAH 3. M. Daoud SAINDOU MALIDE 4. M. El Anrif HASSANI 5. M. Abdoul KAMARDINE 6. Mme Hélène POLLOZEC 7. Mme Nadjima SAÏD	1. Mme Rosette VITTA 2. Mme Bibi CHANFI 3. Mme Zaounaki SAINDOU 4. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 5. Mme Zamimou AHAMADI 6. M. Elyassir MANROUFOU 7. Mme Solihir EL HADAD	délibération n°1882 du Conseil général de Mayotte, en date du 19 janvier 2015, relative à la validation de l'évolution du statut du CarifOref en GIP
Conseil d'administration de LADOM	1. Mme Echati ISSA	-	
Conseil pédagogique de l'IFSI	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE	-	
Commission Académique sur l'Enseignement des Langues Vivantes Etrangères	1. Mme Rosette VITTA 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 3. Mme Hélène POLLOZEC 4. M. Alain SARMENT	-	Décret n°2005-1011 du 22 septembre 2005 – Article D312-25 du code de l'Education
Commission départementale de l'emploi et de l'insertion de Mayotte (formation spécialisée)	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE	-	Décret n° 2015-1220 du 10 octobre 2015

compétente en matière d'insertion par l'activité économique).					
Comité régional de la mobilité (COREMOB)	1. M. Ali OMAR	Personne qualifiée : Mme Soihirat EL HADAD	-		Circulaire interministérielle du 23 février 2015
Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP)	Titulaires : 1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. Mme Farianti M'DALLAH 3. Mme Rosette VITTA 4. Mme Zouhouya MOUAYAD BEN 5. M. El Anrif HASSANI 6. Mme Nadjima SAÏD 7. Mme Hélène POLLOZEC	Personne qualifiée : M. Saïdou ATTOUMANI Suppléants : 1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Ali OMAR 3. M. Madi Moussa VELOU 4. Mme Echati ISSA 5. Mme Bibi CHANFI 6. Mme Soihirat EL HADAD 7. M. Elyassir MANROUFOU	-	L'article 42 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Délibération 2022-0143	
Conseil d'Administration de l'Établissement Public local à caractère Administratif dénommé « LAREFORM PRO de Mayotte (L'Agence Régionale de Formation Professionnelle de Mayotte)	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. Mme Rosette VITTA 3. Mme Farianti M'DALLAH 4. M. Nadjayédine SIDI 5. Mme Hélène POLLOZEC		-	Délibération n°CP-2020.00300 du 25 novembre 2020	
Association EPSILON	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE		-	Délibération CP2022_0128 du 25 mai 2022	
Commission Académique sur l'enseignement des Langues Vivantes Étrangères (CALVE) de l'Académie de Mayotte	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. Mme Mariam SAÏD KALAME		-	Article D312-24 du Code de l'Éducation Délibération AP2022_0271 du 22 novembre 2022	
Conseil départemental à l'Assemblée Générale de l'IFCASS (Institut de Formation aux Carrières Administratives, Sanitaires et Sociales)	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE		-	Délibération N°DL_AP2022_0037	
Conseil d'administration du CROUS de La Réunion et de Mayotte	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE		1. Mme Farianti M'DALLAH	N°DL_CP2023_0060	
Conseil d'administration de l'université de Mayotte	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE		1. M. Abdoul KAMARDINE	statuts le 6 juin 2024 par délibération n°2024-CA- article 9	

CULTURE ET SPORTS

Comité régional de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) de Mayotte	1. M. El Anrif HASSANI	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	Statuts de l'UNSS
Union Sportive des Ecoles Primaires (USEP)	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	1. M. El Anrif HASSANI	- article R411-2 du code du sport - décret n°2006-191 du 23 février 2016
Commission territoriale du centre national du développement du sport (CNDS)	1. M. El Anrif HASSANI 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Zamimou AHAMADI	Délibération n°2020.00142 du 30 juin 2020 Délibération N°DL_AP2021_0239 du 03 septembre 2021
Conseil d'Administration de l'Office Culturel Départemental de Mayotte	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN (présidente du Président du Conseil départemental) 2. M. El Anrif HASSANI 3. Mme Rosette VITTA	-	loi n°2019-812 du 1 ^{er} août 2019 Art. R. 112-51
Conférence régionale du sport	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. M. El Anrif HASSANI 3. M. 4. Mme Sohirat EL HADAD 5. Mme Laïni ABDALLAH BOINA	-	loi n°2019-812 du 1 ^{er} août 2019 Art. R. 112-52
Conférence des financeurs du sport	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 2. M. El Anrif HASSANI		
Association SHIME	1. Mme Fariantfi MDALLAH		
Conseil d'administration de l'Office Départemental des Sports	1. M. El Anrif HASSANI (Président) 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 3. M. Daniel ZAÏDANI 4. Mme. Zaounaki SAÏNDOU 5. Mme Laïni ABDALLAH BOINA	1. M. 2. Mme Echati ISSA 3. M. Nadjayédine SIDI 4. Mme. Fariantfi M'DALLAH 5. M. Ali OMAR	Délibération 2021.003 du 13 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



RESSOURCES HUMAINES

Comité Social Territorial	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE	Délibération n°2023-0026
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie A du Département de Mayotte	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. M. Daoud SAINDOU MALIDE 4. Mme Zamimou AHAMADI 5. Mme Hélène POLLOZEC	1. Mme Echati ISSA 2. M. Madi Moussa VELOU 3. M. Saïndou ATTOUMANI 4. Mme Farianti M'DALLAH 5. Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie B du Département de Mayotte	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Rosette VITTA 4. M. Alain SARMENT	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. M. Saïndou ATTOUMANI 4. M. Elyassir MANROUFOU	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie C du Département de Mayotte	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Farianti M'DALLAH 4. M. Daoud SAINDOU MALIDE 5. Mme Zamimou AHAMADI 6. M. Elyassir MANROUFOU 7. M. Nadjayedine SIDI 8. Mme Solhirat EL HADAD	1. M. Saïndou ATTOUMANI 2. Mme Echati ISSA 3. Mme Bibi CHANFI 4. Mme Zaounaki SAINDOU 5. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 6. M. Alain SARMENT 7. Mme Nadjima SAÏD 8. Mme Laïni ABDALLAH BOINA	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission consultative paritaire de catégorie A	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Zamimou AHAMADI	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. M. Madi Moussa VELOU	Décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 Délibération n°2019.00050
Commission consultative paritaire de catégorie B	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Rosette VITTA	1. Mme Farianti M'DALLAH 2. M. Daoud SAINDOU MALIDE 3. M. Madi Moussa VELOU	Décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 Délibération n°2019.00050
Commission consultative paritaire de catégorie C	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. Mme Hélène POLLOZEC	1. Mme Echati ISSA 2. Mme Zamimou AHAMADI 3. Mme Solhirat EL HADAD	Décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 Délibération n°2019.00050
Conseil d'Administration du Centre de gestion de la FPT à Mayotte	1. M. Madi Moussa VELOU 2. M. Abdoul KAMARDINE 3. M. Ali OMAR 4. M. Saïndou ATTOUMANI	1. M. 2. M. El Anrif HASSANI 3. Mme Zaounaki SAINDOU 4. Mme Bibi CHANFI	Art. 16 du décret 2004-1530 du 30 décembre 2004

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE

	5. Mme Echafi ISSA 6. Mme Fariantfi M'DALLAH 7. Mme Rosette VITTA 8. Mme Zamimou AHAMADI 9. Mme Solhirat EL HADAD	5. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 6. M. Daoud SAINDOU MALIDE 7. Mme Nadjima SAÏD 8. 9.	
Caisse de retraite des fonctionnaires et agents des collectivités publiques de Mayotte (CRFM)	1. M. Ali OMAR 2. M. Abdoul KAMARDINE	1. M. 2. Mme Zamimou AHAMADI	Arrêté préfectoral n°77-50/RG du 16 mars 1977 article 3
Comité National des Œuvres Sociales (CNAS)	1. M. Ali OMAR 2. Agent (DRH)	1. (DRH adjoint)	Délibération n°DL_CP2021_0076 du 12 avril 2021
DIVERS			
Commission des carrières	1. M.	1. M. Ali OMAR	Arrêté préfectoral de 2003
Commission de philatélie	1. Mme Bibi CHANFI 2. Mme Solhirat EL HADAD	1. Mme Zamimou AHAMADI 2. M. El Anrif HASSANI	Délibération n°27/96/CGD du 2 mai 1996
Commission de surveillance du service pénitentiaire de Mayotte et Maison d'Arrêt de Majicavo	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	1. Mme Echafi ISSA	Code de procédure pénale (Art. D180 al. 7)
Commission consultative de sécurité et des commissions de sécurité	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Rosette VITTA 3. M. Daniel ZAÏDANI	1. M. Ali OMAR 2. Mme Fariantfi M'DALLAH 3. M. Elyassir MANROUFOU	Arrêté préfectoral du 20 août 2007
Commission de sécurité routière	1. M. 2. Mme Nadjima SAÏD	1. M. Ali OMAR 2. M. El Anrif HASSANI	Art. 411-10 à 12 du code de la route
Commissions Administratives à caractère consultatives	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. Mme Hélène POLLOZEC	1. M. Ali OMAR 2. M. Alain SARMENT	
Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) chargée d'établir et de tenir à jour l'état de la coopération intercommunale du département	1. M. Abdoul KAMARDINE 2. M. Saïndou ATTOUMANI 3. M. 4. Mme Bibi CHANFI 5. Mme Zamimou AHAMADI 6. Mme Hélène POLLOZEC 7. Mme Nadjima SAÏD	-	Décret n°2012-1337 du 10 décembre 2013 Délibération 2020.00195 du 10 septembre 2020
	Commission de recensement des votes aux élections de la		

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE





	commission départementale de coopération intercommunale de Mayotte		
	8. M. Abdoul KAMARDINE		
Commission départementale de présence postale territoriale	1. M. 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 3. M. Saindou ATTOUMANI 4. Mme Sohirat EL HADAD	1. M. Daoud SAINDOU MALIDE 2. Mme Rosette VITTA 3. M. Omar ALI 4. M. Elyassir MANROUFOU	le décret n°2007-448 du 25 mars 2007 Délibération n°1601/2014/CG du 12 juin 2014
Conseil Départemental de Sécurité Civile (CDSC)	1. Mme Fariantti M'DALLAH	1. M. Abdoul KAMARDINE	
Commission consultative départementale de Sécurité et d'accessibilité (CCDSA)	1. M. 2. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN 3. M. Madi Moussa VELOU	-	Décret n°95-260 modifié du 8 mars 1995
Conseil départemental à la Commission ad'hoc du titre de séjour de Mayotte	1. Mme Zamimou AHAMADI	1. M. El Anrif HASSANI	Courrier du Préfet du 24 septembre 2020 Délibération n°2020.00259 du 15 octobre 2020
Assemblée des Départements de France (ADF)	1. M. Ben Issa OUSSENI	-	
Régions de France (anciennement Association des Régions de France)	1. M. Ben Issa OUSSENI 2. M. 3. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	-	Article 6 des statuts
Référente égalité femme / homme	1. Mme Zouhourya MOUAYAD BEN	-	Délibération n°2022-0041 AP du 28 février 2022
Référent pour le suivi opérationnelle de la Convention de partenariat le Département de Mayotte à la Région Île-de-France	1. Mme Sohirat EL HADAD	-	Délibération N°DL_AP2022_0300
Référent AFCDP (L'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel)	1. M. Abdoul KAMARDINE	-	Délibération N°DL_CP2023_0201 du 26 octobre 2023



**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE



**Direction de
l'économie
de l'emploi
du travail et
des solidarités**

**Le Préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022 - DEETS – 208 du 22 juin 2022
Portant nomination des membres et composition du bureau du Comité Régional de l'Emploi, de la
Formation et de l'Orientation Professionnelles de Mayotte (CREFOP)**

VU le Code du travail, notamment la section 5 du chapitre III du titre II de son livre V;

VU la loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle à l'emploi et à la démocratie sociale;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel;

VU l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte ;

VU le décret n° 2018-953 du 31 octobre 2018 portant extension et adaptation de la partie réglementaire du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte;

VU le décret n°2020-1680 du 23 décembre 2020 relatif à la formation professionnelle outre-mer;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement;

VU l'arrêté n°2018-165/SG/DIECCTE du 15 mars 2018 relatif à la liste des organisations syndicales et professionnelles pouvant désigner un membre au sein des instances paritaires départementales (articles L. 2234-5 et R. 2234-2 du code du travail) ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2022 portant nomination de M. Michel-Henri MATTERA, Inspecteur général des affaires sociales, directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte (DEETS) à compter du 1^{er} février 2022 ;

VU l'arrêté n°2022-SG-DEETS-240 du 15 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Michel-Henri MATTERA directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS) de Mayotte et de la caisse de retraite des fonctionnaires de Mayotte (CRFM)

VU l'arrêté n°2018-SG-998 du 14 novembre 2018 fixant respectivement le nombre et la liste des organisations représentatives au niveau régional ainsi que la répartition du nombre de sièges au Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles de Mayotte (CREFOP) ;

VU l'arrêté n°2018-CAB-1011 du 15 novembre 2018 portant création et nomination des membres du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles de Mayotte (CREFOP) ;

**Direction de
l'économie
de l'emploi
du travail et
des solidarités**

Après consultation, ensemble, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel et des organisations syndicales de salariés intervenant dans les secteurs d'activités correspondant à ceux des organisations intéressées mentionnées au III de l'article R. 2272-9 ainsi que des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau régional et interprofessionnel, ou au niveau multi professionnel, ainsi que de chacun des trois réseaux consulaires ;

Le Conseil Départemental de Mayotte régulièrement consulté ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Mayotte

Arrête :

Article 1 : L'assemblée plénière du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) du département de Mayotte est présidé conjointement par le préfet ou son représentant et par le président du conseil départemental de Mayotte ou son représentant .

Elle est composée des membres suivants :

• **Pour l'Etat :**

- Le recteur d'académie : M. Gilles HALBOUT (titulaire), M. Philippe LEFEBVRE (suppléant),
- Le chef de corps du régiment du service militaire adapté de Mayotte (RSMA) : M. Pierre-Louis DUBOIS (titulaire), le Commandant Michaël BONGRÉ, Chef de Bataillon (suppléant) ;
- Le directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités : Monsieur Michel-Henri MATTERA (titulaire), Mme MOUHOUDHOIRE Nafissata (suppléante);
- Le chef des affaires maritimes : M. David GIRIER (titulaire), Mme Michèle SEVEN (suppléante) ;
- La direction de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt : M. Philippe GOUT (titulaire), M. Loïc PAYET (suppléant) ;
- Le directeur de l'Agence Régionale de Santé de Mayotte : M. Olivier BRAHIC (titulaire), M. Patrick BOUTIÉ (suppléant);
- Un représentant local de l'administration pénitentiaire : Mme Marie DEYTS (titulaire) M. Amedé N-GOMA (suppléant) ;
- La Directrice Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité entre les femmes et les hommes de Mayotte : Mme Taslima SOULAÏMANA (titulaire), M. Hugues MAKENGO KIBOBO, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse (suppléant).

**Direction de
l'économie
de l'emploi
du travail et
des solidarités**

• ***Pour le Conseil Départemental de Mayotte :***

Titulaires

- M. Daoud SAINDOU MALIDE
- Mme Farianti M'DALLAH
- Mme Rossette VITTA
- Mme Zouhourya MOUAYAD BEN
- M. El Anrif HASSANI
- Mme Nadjima SAÏD
- Mme Hélène POLLOZEC

Suppléants

- M. Abdoul KAMARDINE
- M. Ali OMAR
- M. Madi Moussa VELOU
- Mme Echati ISSA
- Mme Bibi CHANFI
- Mme Sohirat EL HADAD
- M. Elyassir MANROUFOU

• ***Au titre des organisations syndicales de salariés :***

Au titre de la CGT- MA ;

- Mme Anissa HADHURAMI
- M. Farid DJOUMBE
- M. Ali ASSADILLAH
- M. Mogné Souffou BABOU

Suppléants

- Mme Anita HANAFFI
- M. Kamardine BOINA
- M. Ibrahim DAHALANI
- M. Mari Ben Atchou ATTOUMANI

Au titre de la CFDT ;

- M. Tsigoy SALIMINI
- M. Ali ABDOU

Suppléantes

- Mme. Mariata HAFIDHOU
- Mme Bounati AHAMADI

Au titre de FO ;

- M. El Anzize HAMIDOU
- M. Ben Andjilbou SAINDOU

Suppléantes

- M. Laithi ABDOU
- M. Taanlabi MOUHOUDHOIR OILI

Au titre de la CFE - CGC ;

- M. Djoumoy DJOUMOI

Suppléante

- Mme Florence CANIPAROLI

• ***Au titre des organisations professionnelles d'employeurs et des chambres consulaires :***

Au titre du MEDEF ;

- Mme Samira AÏT ABDESLAM
- Madame Aida DJAFFAR
- M. Fahardine MOHAMED

Suppléants

- Mme Carla BALTUS
- M. Tafara HOUSSAINI
- M. Adams MKADARA

Au titre de la CPME ;

- MME Salimata AHAMADA GAYA

Suppléant

- M. Saïd BASTOI

Au titre de l'U2P ;

- M. Madi FAHAR

Suppléante

- Mme Haffissoiti ALLAOUI

Au titre de la FDSEA

- Mme Laini MOGNE-MALI

Suppléante

- Mme Saboutia ABDOU RAHAMANE

**Direction de
l'économie
de l'emploi
du travail et
des solidarités**

• **Au titre des chambres consulaires :**

- Pour la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte** :
Mme Isabelle CHEVREUIL (titulaire), Mme Samianti CHANFI (suppléante);
- Pour la **Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Mayotte**:
M. MZE Mohamed (Titulaire), M. MARI Abdullahi Ali (suppléant)
- Pour la **Chambre de l'Agriculture de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte** :
M. Saïd ANTHOUMANI (titulaire), M. Harache ABDOUL MADJID (suppléant) ;

• **Membres d'un collège de personnalités qualifiées :**

- Le représentant du centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte (CUFR) ou son représentant : M. Abal-Kassim CHEIK AHAMED (titulaire), Mme Daouya BERKA (suppléante) ;
- Le directeur régional de Pôle Emploi Mayotte ou son représentant : M. Christian SAINT-ETIENNE (titulaire) ; Mme Gabrielle KUOLA, Responsable de plateforme (suppléante);
- Le délégué régional de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, ou son représentant : Mme Laurence ALSATE-MONTAGNE (titulaire), Mme Marie COLLARD en qualité de suppléante ;
- Représentant des missions locales de Mayotte ou son représentant : Mme Catherine DOHOUNZO (titulaire), M. Rouchdi ABAL-HASSANI (suppléant) ;
- Directeur du centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations et observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle de Mayotte (CARIF-OREF) : M. Youssef MOUSSA (titulaire), Mme Haoi AYOUBA RAPHAËL (suppléante) ;
- Représentant de l'association AKTO Mayotte (AKTO) ou son représentant : M. El-Yamine ZAKOUANA (titulaire), Mme Amina DANIEL (suppléante) ;
- Représentant de l'office national d'information des enseignements et des professions : Mme Sylvie MALO (titulaire), Mme Chantal HENOCQ (suppléante) ;
- Président du conseil économique, social et environnemental de Mayotte (CESEM) : M. Abdou DAHALANI (titulaire), M. M'baye Bacar AHMADA (suppléant) ;
- Directeur Territorial de l'agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) : Monsieur Mohamadi MADI CHARIF (titulaire), Mme Houssounati ALI BABA (suppléante);
- Représentant de la chambre de l'économie sociale et solidaire de Mayotte (CRESS) : M. Kadafi ATTOUMANI (titulaire), M. Kamal YOUSSEUF (suppléant) ;
- Représentant du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique: Mme Laure BEN MOUSSI, Directrice territoriale;
- Représentant de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), le Directeur régional : M. Bouchaïb SNOUBRA (titulaire); Mme Siti ALI MDAHOMA (suppléante);
- Représentant de l'Association « Transitions Pro » Mayotte, M. Ali ABDOU, Président (titulaire), M. Marcel RINALDY, Vice-président (suppléant) ;
- Représentant du Groupement d'Intérêt Public Maison Départementale des Personnes Handicapées: M. Madi Moussa VELOU (titulaire), Mme Chantal BALLAGER (suppléante);

Article 2 : La vice-présidence du CREFOP est assurée conjointement par un représentant des organisations syndicales de salariés désignés par les représentants de chaque organisation présente au CREFOP et représentatives au plan national et interprofessionnel et par un représentant des organisations professionnelles d'employeurs désignés par les représentants de chaque organisation présente au CREFOP et représentatives au plan national et interprofessionnel.

**Direction de
l'économie
de l'emploi
du travail et
des solidarités**

Article 3 : Les suppléants peuvent assister avec les titulaires aux séances du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Ils ne délibèrent qu'en l'absence des membres titulaires.

Article 4: Le bureau du CREFOP de Mayotte est composé comme suit :

- **Représentants de l'Etat:** MM. le préfet, le recteur et le directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte;
- **Représentants du Département de Mayotte ;**
 - M. Daoud SAINDOU-MALIDE , Mme Rossette VITTA, suppléante
 - Mme Farianti M'DALLAH , M. Abdoul KAMARDINE, suppléante
 - M. El-Anrif HASSANI , Mme Echati ISSA , suppléante
- **Représentants des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs :**
 - Pour la CGT: M. Mogné Souffou BABOU (titulaire), M. Farid DJOUMBE (suppléant)
 - Pour la CFE-CGC: M. Djoumoy DJOUMOI (titulaire), Mme Florence CANIPAROLI (suppléante)
 - Pour le MEDEF: M. Fahardine MOHAMED (titulaire), Mme Samira AÏT ABDESLAM (suppléante)
 - Pour la CPME : Mme Salimata AHAMADA GAYA (titulaire), M. Saïd BASTOI (suppléant)

Article 5 : Conformément à l'article L.6123-3 du code du travail modifié par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 42, sont désignés par le représentant de l'Etat, au titre de représentants des acteurs de la transition écologique sur le territoire, après avis du Conseil Economique Social et Environnemental et en l'absence d'avis du Conseil Départemental de Mayotte consulté;

- M. Ali MADI, président de la Fédération Mahoraise des Associations Environnementales (FMAE), (titulaire)
- Mme Criss KORDJEE, ancienne responsable de l'antenne locale du Conservatoire du littoral (suppléante);

Article 6 : L'arrêté préfectoral n° 2021- DIECCTE - 207 du 28 février 2021 est abrogé ;

Article 7 : Les membres du CREFOP ci-dessus désignés sont nommés pour un mandat de 3ans à compter de la publication du présent arrêté. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés donne lieu à remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Préfecture de Mayotte et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Mayotte.



Le préfet,
Délégué du Gouvernement,

Thierry SUQUET

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le



ID : 976-229850003-20250227-DL2702250017-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Décret n° 2018-953 du 31 octobre 2018 portant extension et adaptation de la partie réglementaire du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte

NOR : MTRD1815972D

***Publics concernés :** salariés, employeurs de droit privé et établissements publics à caractère industriel et commercial implantés à Mayotte.*

***Objet :** extension et adaptation de la partie réglementaire du code du travail et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte.*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le décret est pris pour l'application des dispositions de l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte. Il étend et adapte la partie réglementaire du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte.*

***Références :** le décret ainsi que les dispositions du code du travail qu'il modifie peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du travail,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

Vu le code des procédures civiles d'exécution ;

Vu le code de la propriété intellectuelle ;

Vu le code de la route ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code du service national ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail ;

Vu l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 2006-588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention, de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte et les dispositions réglementaires prises pour son application ;

Vu l'ordonnance n° 2010-590 du 3 juin 2010 portant dispositions relatives au statut civil de droit local applicable à Mayotte et aux juridictions compétentes ;

Vu l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte ;

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires ;

Vu le décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 fixant les modalités particulières d'application dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi qu'en Polynésie française de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

Vu le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante ;

Vu le décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers ;

Vu le décret n° 98-1162 du 16 décembre 1998 fixant les règles applicables pour le recouvrement des ressources des régimes de sécurité sociale en vigueur dans la collectivité territoriale de Mayotte et pour le placement des disponibilités de la caisse de prévoyance sociale de Mayotte ;

Vu le décret n° 99-724 du 3 août 1999 pris pour l'application des articles 26-2 et 28-1 du code du travail maritime et relatif au repos compensateur et au repos hebdomadaire des marins salariés des entreprises de cultures maritimes ;

Vu le décret n° 2000-564 du 16 juin 2000 relatif à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante ;

Vu le décret n° 2003-589 du 1^{er} juillet 2003 portant application du titre II (Assurance vieillesse) et du chapitre Ier du titre VI (Allocation spéciale pour les personnes âgées) de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ;

Vu le décret n° 2004-1527 du 30 décembre 2004 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territoriaux de Mayotte ;

Vu le décret n° 2004-1529 du 30 décembre 2004 portant statut particulier du cadre d'emplois des ouvriers territoriaux de Mayotte ;

Vu le décret n° 2005-748 du 4 juillet 2005 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicables en cas d'exposition aux risques dus aux vibrations mécaniques des personnels employés à bord des navires ;

Vu le décret n° 2006-214 du 22 février 2006 relatif au bulletin de paie des marins ;

Vu le décret n° 2006-1044 du 23 août 2006 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicables en cas d'exposition aux risques dus au bruit des personnels employés à bord des navires ;

Vu le décret n° 2006-1583 du 12 décembre 2006 pris pour l'application de l'article 64-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte et relatif aux agents de la collectivité départementale, des communes et de leurs établissements publics n'appartenant pas à un corps ou un cadre d'emplois de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports ;

Vu le décret n° 2009-1576 du 16 décembre 2009 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2006-1588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention, de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte (décret en Conseil d'Etat) ;

Vu le décret n° 2013-140 du 14 février 2013 relatif aux allocations de logement à Mayotte et comportant diverses dispositions relatives aux allocations de logement en métropole et dans les départements mentionnés à l'article L. 751-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2013-797 du 30 août 2013 fixant certains compléments et adaptations spécifiques au code du travail pour les mines et carrières en matière de poussières alvéolaires ;

Vu le décret n° 2014-986 du 29 août 2014 relatif aux conditions d'habilitation à collecter les versements des entreprises donnant lieu à exonération de la taxe d'apprentissage et à les reverser ;

Vu le décret n° 2014-1407 du 26 novembre 2014 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte ;

Vu le décret n° 2015-219 du 27 février 2015 relatif à la résolution des litiges individuels entre les marins et leurs employeurs ;

Vu le décret n° 2015-918 du 27 juillet 2015 relatif aux conventions et accords collectifs des gens de mer et à la composition et au fonctionnement de la Commission nationale de la négociation collective maritime ;

Vu le décret n° 2015-1422 du 5 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique ;

Vu le décret n° 2015-1574 du 3 décembre 2015 relatif au service de santé des gens de mer ;

Vu le décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015 relatif à la santé et à l'aptitude médicale à la navigation ;

Vu le décret n° 2015-1674 du 15 décembre 2015 relatif au délégué de bord sur les navires ;

Vu le décret n° 2016-303 du 15 mars 2016 relatif aux modalités d'exercice du droit d'alerte et de retrait des gens de mer à bord des navires ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité ;

Vu le décret n° 2016-864 du 29 juin 2016 relatif à la prime d'activité à Mayotte ;

Vu le décret n° 2017-441 du 30 mars 2017 relatif à l'aptitude médicale à la navigation et au rapatriement des gens de mer ;

Vu le décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires ;

Vu le décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017 relatif à la protection des jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans embarqués à bord des navires ;

Vu le décret n° 2017-1612 du 28 novembre 2017 relatif à la mise en place des observatoires d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation ;

Vu le décret n° 2017-1819 du 29 décembre 2017 relatif au comité social et économique ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective maritime en date du 7 mars 2018 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective en date du 8 mars 2018 ;

Vu l'avis du Conseil d'orientation des conditions de travail en date du 16 mars 2018 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles en date du 31 mai 2018 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du 5 juin 2018 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

CHAPITRE I^{er}

APPLICATION À MAYOTTE DE LA PARTIE RÉGLEMENTAIRE DU CODE DU TRAVAIL

Art. 1^{er}. – I. – La partie réglementaire du code du travail est applicable à Mayotte sous réserve des adaptations prévues au présent chapitre et dans les conditions prévues au chapitre III du présent décret.

II. – Les références contenues dans des dispositions de nature réglementaire à des dispositions abrogées par l'article 56 du présent décret sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code du travail.

Sauf disposition contraire, les références contenues dans les dispositions de nature réglementaire au salaire minimum interprofessionnel garanti applicable à Mayotte sont remplacées par les références au salaire minimum interprofessionnel de croissance applicable à Mayotte.

Art. 2. – La première partie du code du travail (partie réglementaire) est ainsi modifiée :

1° L'intitulé du titre II du livre V est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

2° Au chapitre I^{er} du titre II du livre V, il est inséré un article R. 1521-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 1521-1. – Pour l'application du présent code à Mayotte et en l'absence de mention particulière spécifique à cette collectivité :

« 1° Les attributions dévolues au préfet dans la région ou dans le département sont exercées par le préfet de Mayotte ;

« 2° Les attributions dévolues au conseil régional ou à son président sont exercées par le conseil départemental de Mayotte ou par son président ;

« 3° Les attributions dévolues à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou respectivement à son directeur sont exercées par la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Mayotte ou son directeur ;

« 4° Les attributions dévolues à une direction régionale ou à son directeur sont exercées par la direction compétente à Mayotte ou son directeur ;

« 5° Les références au département ou à la région sont remplacées, selon le cas, par des références à Mayotte ou au Département de Mayotte ;

« 6° Les références à la chambre départementale d'agriculture sont remplacées par des références à la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte ;

« 7° Les références à la caisse régionale d'assurance maladie ou à la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail et aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales sont remplacées par des références à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ;

« 8° Les références au recouvrement dans les conditions prévues au chapitre 7 du titre 3 du livre 1 du code de la sécurité sociale, ou à sa section 1, sont remplacées par des références au recouvrement par la caisse de sécurité sociale en matière de cotisations de sécurité sociale à la charge des employeurs assises sur les gains et rémunérations de leurs salariés ;

« 9° Les références au plafond de la sécurité sociale, ou au plafond de la sécurité sociale prévu à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale, sont remplacées par des références au plafond de la sécurité sociale applicable à Mayotte ;

« 10° Les références au régime général de sécurité sociale sont remplacées par des références au régime de sécurité sociale prévu par l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte, l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et à la

généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte, l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte et l'ordonnance n° 2006-1588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte et les dispositions réglementaires prises pour leur application ;

« 11° Les références au code de la sécurité sociale sont remplacées par des références à la législation applicable à Mayotte en matière de sécurité sociale ;

« 12° Les documents dont le présent code prévoit la transmission par lettre recommandée peuvent toujours être remis en main propre contre décharge ou par tout autre moyen donnant date certaine à sa réception ;

« 13° Les dispositions du présent code qui prévoient la transmission ou la réception de documents, l'organisation de réunions et de scrutins, ou l'accomplissement de tout autre formalité par voie électronique par le public ou les salariés, sont remplacées par des dispositions permettant la transmission ou la réception de ces documents, l'organisation de ces réunions et de ces scrutins, ou l'accomplissement de ces formalités par toute voie utile ;

« 14° Les attributions dévolues au recteur d'académie sont exercées par le vice-recteur de l'académie de Mayotte ;

« 15° Les références au conseil des prud'hommes sont remplacées par des références au tribunal du travail et des prud'hommes ;

« 16° Les références au bureau de jugement sont remplacées par des références à la formation de jugement compétente du tribunal du travail et des prud'hommes ;

« 17° Les références aux conseillers prud'hommes sont remplacées par des références aux assesseurs du tribunal du travail et des prud'hommes ;

« 18° Les références aux candidats à la fonction de conseiller prud'homme, ou à leur candidature, sont supprimées. » ;

3° Après le chapitre III du titre II du livre V, il est inséré un chapitre IV ainsi rédigé :

« CHAPITRE IV

« DISPOSITIONS RELATIVES À MAYOTTE

« Art. R. 1524-1. – Le 5° de l'article R. 1221-1 n'est pas applicable à Mayotte.

« Art. R. 1524-2. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 1221-2 :

« 1° Les mots : "à l'article R. 243-2 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "à l'article 1^{er} du décret n° 98-1162 du 16 décembre 1998 fixant les règles applicables pour le recouvrement des ressources des régimes de sécurité sociale en vigueur dans la collectivité territoriale de Mayotte et pour le placement des disponibilités de la caisse de prévoyance sociale de Mayotte" ;

« 2° Au 2°, les mots : "ou s'il s'agit d'un salarié agricole, à la caisse de mutualité sociale agricole prévue à l'article R. 722-34 du code rural et de la pêche maritime" ne sont pas applicables ;

« 3° Au 5°, les mots : "ou, s'il s'agit d'un salarié agricole, aux articles R. 717-13 et R. 717-16 du code rural et de la pêche maritime" ne sont pas applicables.

« Art. R. 1524-3. – Le 6° de l'article R. 1221-2 n'est pas applicable à Mayotte.

« Art. R. 1524-4. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 1221-13 :

« 1° Le premier alinéa est complété par les dispositions suivantes : "à l'article R. 243-19 du code de la sécurité sociale" ;

« 2° Les 1° et 2° sont abrogés.

« Art. R. 1524-5. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 1225-12, les mots : "à l'article L. 541-1 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "à l'article 10-1 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte".

« Art. R. 1524-6. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 1233-32, les mots : "de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail" sont remplacés par les mots : "de l'article 35, II de l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte".

« Art. R. 1524-7. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 1263-4-1, les mots : "l'unité départementale mentionnée à l'article R. 8122-2 dans le ressort de laquelle s'effectue la prestation" sont remplacés par les mots : "la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Mayotte".

« Art. R. 1524-8. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 1263-6-1, les mots : "l'unité départementale mentionnée à l'article R. 8122-2 dans le ressort de laquelle s'effectue la prestation" sont remplacés par les mots : "la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Mayotte". » ;

4° L'intitulé du titre III du livre V est remplacé par l'intitulé : « Mesures de coordination avec les autres collectivités ultra-marines ».

Art. 3. – La deuxième partie du même code est ainsi modifiée :

1° L'intitulé du titre II du livre VI est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

2° A l'article D. 2621-1, les mots : « aux départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

3° A l'article D. 2621-2, les mots : « Dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

4° A l'article D. 2622-1, les mots : « dans un département d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

5° A l'article D. 2622-4, après le mot : « Martinique, », sont ajoutés les mots : « à Mayotte, » ;

6° Aux articles R. 2623-4 et R. 2623-17, les mots : « du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle » sont remplacés par les mots : « des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi » ;

7° A l'article R. 2623-19, les mots : « dans un ou des départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

8° Après le chapitre III du titre II du livre VI, il est inséré un chapitre IV ainsi rédigé :

« CHAPITRE IV

« REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – DISPOSITIONS RELATIVES À MAYOTTE

« Art. R. 2624-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 2315-20, les mots : “à hauteur du tarif de seconde classe des chemins de fer” sont remplacés par les mots : “à hauteur du barème figurant à l'article 6B de l'annexe 4 du code général des impôts pour un déplacement en véhicule automobile”. » ;

9° L'intitulé du titre III du livre VI est remplacé par l'intitulé : « Mesures de coordination avec les autres collectivités ultra-marines ».

Art. 4. – La troisième partie du même code est ainsi modifiée :

1° L'intitulé du titre II du livre IV est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

2° Après l'article D. 3423-10, il est inséré un nouvel article R. 3423-10-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 3423-10-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 3243-2, la première phrase du deuxième alinéa est supprimée. » ;

3° Après le chapitre III du titre II du livre IV, il est inséré un chapitre IV ainsi rédigé :

« CHAPITRE IV

« DISPOSITIONS RELATIVES À MAYOTTE

« Art. R. 3424-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 3324-22, les mots : “des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale” sont remplacés par les mots : “de l'article 20-8-2 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte”. »

« Art. R. 3424-2. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 3332-29, les mots : “au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale” sont remplacés par les mots : “au sens de la législation sociale applicable à Mayotte”. »

« Art. R. 3424-3. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 3334-4, les deuxième et troisième phrases du 1° sont supprimées. » ;

4° L'intitulé du titre III du livre IV est remplacé par l'intitulé : « Mesures de coordination avec les autres collectivités ultra-marines ».

Art. 5. – La quatrième partie du même code est ainsi modifiée :

1° L'intitulé du titre II du livre VIII est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

2° L'intitulé du titre III du livre VIII est remplacé par l'intitulé : « Mesures de coordination avec les autres collectivités ultra-marines ».

Art. 6. – La cinquième partie du même code est ainsi modifiée :

1° A l'article R. 5112-18, les mots : « à l'article L. 263-3 du code de l'action sociale et des familles » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 263-1 du code de l'action sociale et des familles » ;

2° L'intitulé du titre II du livre V est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

3° A l'article R. 5521-6 :

a) Les mots : « dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

b) Après les mots : « à Saint-Martin », les mots : « , à Mayotte » sont supprimés ;

4° A l'article D. 5521-7, dans leurs deux occurrences :

a) Les mots : « dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

b) Après les mots : « à Saint-Martin », les mots : « , à Mayotte » sont supprimés ;

5° A l'article D. 5521-8 :

a) Les mots : « des départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte, de La Réunion » ;

b) Après les mots : « à Saint-Martin », les mots : « , à Mayotte » sont supprimés ;

6° A la section 1 du chapitre II du titre II du livre V, il est ajouté une sous-section 3 ainsi rédigée :

« Sous-section 3

« Dispositions relatives à Mayotte

« Art. R. 5522-17. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5134-171, les 1° à 3° sont remplacés par des 1° et 2° ainsi rédigés :

« "1° Le directeur du centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte, ou son représentant ;

« "2° De deux à quatre membres des corps d'inspection et chefs d'établissement, dont au moins un chef d'établissement d'enseignement privé ayant passé un contrat avec l'Etat." » ;

7° A la section 2 du chapitre II du titre II du livre V, il est ajouté une sous-section 3 ainsi rédigée :

« Sous-section 3

« Dispositions relatives à Mayotte

« Art. R. 5522-83. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5141-7, au 5°, les mots : "aux 4° à 9° de l'article L. 5141-1" sont remplacés par les mots : "aux 4° à 8° de l'article L. 5141-1".

« Art. R. 5522-84. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5142-3, les mots : "au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "au sens de l'article 28-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte". » ;

8° Au chapitre II du titre II du livre V, il est ajouté une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3

« Dispositions relatives à Mayotte

« Sous-section 1

« Instances concourant à la politique de l'emploi

« Art. R. 5522-85. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5112-17, les mots : "le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales" sont remplacés par les mots : "le directeur de l'immigration, de l'intégration et de la citoyenneté".

« Sous-section 2

« Aide aux salariés placés en activité partielle

« Art. R. 5522-86. – Un taux spécifique de l'allocation d'activité partielle peut être fixé à Mayotte dans les conditions prévues à l'article R. 5122-12 du code du travail.

« Art. D. 5522-87. – Le taux horaire de l'allocation d'activité partielle à Mayotte est fixé à :

« 1° 5,84 € pour les entreprises de un à deux cent cinquante salariés ;

« 2° 5,46 € pour les entreprises de plus de deux cent cinquante salariés.

« Si le salarié perçoit une rémunération déterminée en pourcentage du salaire minimum interprofessionnel de croissance applicable à Mayotte et qu'une convention collective ou qu'un accord de branche ou d'entreprise ne s'applique pas, le taux horaire de l'allocation d'activité partielle est plafonné à la rémunération horaire brute du salarié.

« Sous-section 3

« Aides aux actions de reclassement et de reconversion professionnelle

« Art. R. 5522-88. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5123-17, les mots : "au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "au deuxième alinéa de l'article 6 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte".

« Art. R. 5522-89. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5123-29 :

« 1° Le 6° est abrogé ;

« 2° Les mots : "de l'article R. 351-27 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "de l'article 12 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte".

« Art. R. 5522-90. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5123-31, le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« "L'allocation cesse d'être versée lorsqu'à partir de l'âge prévu à l'article 2 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte les bénéficiaires remplissent les conditions nécessaires à la validation d'une retraite à taux plein au sens de l'article 10 du décret n° 2003-589 du 1^{er} juillet 2003 portant application des dispositions du titre II (Assurance vieillesse) et du chapitre I^{er} du titre VI (Allocation spéciale pour les personnes âgées) de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte."

« Sous-section 4

« Insertion par l'activité économique

« Art. R. 5522-91. – Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'emploi et des outre-mer peut fixer à Mayotte un montant spécifique des aides financières prévues aux articles R. 5132-8, R. 5132-10-13, D. 5132-34 et R. 5132-37.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'emploi et des outre-mer revalorise chaque année les montants spécifiques à Mayotte des aides prévues aux articles R. 5132-8, R. 5132-10-13, R. 5132-34 et R. 5132-37 en fonction de l'évolution du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur à Mayotte.

« Art. R. 5522-92. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5133-10, il est ajouté, après les mots : "L. 262-28 du code de l'action sociale et des familles", les mots : "sous réserve des adaptations figurant au XII de l'article L. 542-6 du même code".

« Art. R. 5522-93. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5133-17, il est ajouté à la dernière phrase, après les mots : "sont applicables", les mots : "sous réserve des adaptations figurant au XII et au XXI de l'article R. 542-6 du même code." » ;

9° A la section 1 du chapitre III du titre II du livre V, il est ajouté deux articles R. 5523-2-1 et R. 5523-2-2 ainsi rédigés :

« Art. R. 5523-2-1. – L'article R. 5212-6-1 n'est pas applicable à Mayotte.

« Art. R. 5523-2-2. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5213-76, les mots : "à l'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "au 7° de l'article 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte". » ;

10° Au chapitre IV du titre II du livre V, il est rétabli une section unique ainsi rédigée :

« Section unique

« Dispositions relatives à Mayotte

« Sous-section 1

« Droits et obligations du demandeur d'emploi

« Art. R. 5524-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5411-6, les mots : "au titre des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "à l'article 20-8-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte".

« Art. R. 5524-2. – A Mayotte, lorsque le bénéficiaire est marié sous le régime du statut civil de droit local, dans sa version antérieure à l'ordonnance n° 2010-590 du 3 juin 2010 portant dispositions relatives au statut civil de droit local applicable à Mayotte et aux juridictions compétentes, le plafond de ressources applicable est celui prévu à l'article R. 5423-1, pour les bénéficiaires en couple. Seules ses ressources ainsi que celles de sa première épouse sont prises en compte pour l'application de l'article R. 5423-2.

« Ses épouses peuvent, le cas échéant, bénéficier à titre personnel de l'allocation de solidarité spécifique dans les conditions prévues aux articles R. 5423-1 et R. 5423-2.

« Sous-section 2

« Indemnisation du demandeur d'emploi

« Art. R. 5524-3. – Les articles R. 5422-1 et R. 5422-2 ne sont pas applicables à Mayotte.

« Art. R. 5524-4. – Pour les salariés justifiant d'une durée d'affiliation de cent quatre-vingt-deux jours ou mille quatorze heures au cours des vingt-quatre mois précédant la fin de contrat de travail, la durée pendant laquelle l'allocation d'assurance est accordée ne peut être inférieure à cent quatre-vingt-deux jours.

« Art. R. 5524-5. – Par dérogation à l'article R. 5524-4, lorsque l'intéressé n'a pas épuisé les droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi qui lui ont été précédemment octroyées et qu'il remplit les conditions permettant une nouvelle ouverture de droits, la durée d'indemnisation est établie de manière à permettre le versement du montant global de droits le plus élevé et du montant de l'allocation d'aide au retour à l'emploi calculée à partir du salaire journalier de référence le plus élevé, selon des modalités définies dans l'accord relatif à l'assurance chômage prévu à l'article L. 5524-3.

« Ces durées sont diminuées, le cas échéant, de la durée du contrat de sécurisation professionnelle conclu en application de l'article L. 1233-65 du code du travail dont l'intéressé a bénéficié à la fin du même contrat de travail.

« Art. R. 5524-6. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5422-16, la référence : "L. 5422-22" est remplacée par la référence : "L. 5524-3".

« Art. R. 5524-7. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5422-17, la référence : "L. 5422-23" est remplacée par la référence : "L. 5524-3".

« Sous-section 3

« Régimes particuliers

« Art. R. 5524-8. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5424-2, il est ajouté, après les mots : "affiliés au régime d'assurance", les mots : "applicable à Mayotte".

« Art. R. 5524-9. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 5424-3 :

« 1° Au premier alinéa, après les mots : "régime d'assurance", il est inséré les mots : "applicable à Mayotte" ;

« 2° Au 2°, après les mots : "régime d'assurance", il est inséré les mots : "applicable à Mayotte".

« Art. R. 5524-10. – Les dispositions de la section 3 du chapitre IV du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail (partie réglementaire) ne sont pas applicables à Mayotte. » ;

11° L'intitulé du titre III du livre V est remplacé par l'intitulé : « Mesures de coordination avec les autres collectivités ultra-marines » ;

12° L'article R. 5531-1 est abrogé.

Art. 7. – La sixième partie du même code est ainsi modifiée :

1° Pour son application à Mayotte, l'intitulé de la section 1 du chapitre I^{er} du titre IV du livre III est ainsi rédigé : « Financement des stages rémunérés par l'Etat ou le Département de Mayotte » ;

2° Au titre I^{er} du livre V, il est inséré un article R. 6511-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 6511-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article D. 6121-11, les mots : "de la région de résidence de la personne" sont remplacés par les mots : "du Département de Mayotte". » ;

3° L'intitulé du titre II du livre V est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

4° A l'article D. 6522-1, les mots : « dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

5° Au chapitre II du titre II du livre V, il est ajouté les articles R. 6522-3 et R. 6522-4 ainsi rédigés :

« Art. R. 6522-3. – Pour l'application à Mayotte des articles R. 6224-1 et R. 6261-8, les mots : "mentionné au 7° de l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime" sont remplacés par les mots : "occupé par un employeur agricole mentionné à l'article L. 781-49 du code rural et de la pêche maritime, sauf pour une entreprise artisanale et rurale n'employant pas plus de deux salariés de façon permanente".

« Art. R. 6522-4. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6233-15, les mots : "30 janvier 1988" sont remplacés par les mots : "31 décembre 2018". » ;

6° A l'article R. 6523-1, les mots : « dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

7° A l'article R. 6523-2, les mots : « des départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion » ;

8° A l'article R. 6523-2-1, les mots : « Dans chacun des départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

9° A la section 2 du chapitre III du titre II du livre V :

a) Il est créé une sous-section 1 intitulée : « Dispositions générales » regroupant les articles R. 6523-2 à D. 6523-2-4 ;

b) Il est créé une sous-section 2 ainsi rédigée :

« Sous-section 2

« Dispositions relatives à Mayotte

« Art. R. 6523-2-5. – La sous-section 4 de la section 4 du chapitre I^{er} du titre III du livre III de la présente partie n'est pas applicable à Mayotte.

« Art. R. 6523-2-6. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6331-63-1, les mots : "des chambres de métiers et de l'artisanat de région et auprès des chambres régionales de métiers et de l'artisanat" sont remplacés par les mots : "de la chambre de métiers et de l'artisanat de Mayotte".

« Art. R. 6523-2-7. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6331-63-4, les mots : "des chambres de métiers et de l'artisanat de région et auprès des chambres régionales de métiers et de l'artisanat" sont remplacés par les mots : "de la chambre de métiers et de l'artisanat de Mayotte".

« Art. R. 6523-2-8. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6331-63-7, les mots : "de chaque chambre de métiers et de l'artisanat de région et chaque chambre régionale de métiers et de l'artisanat" sont remplacés par les mots : "de la chambre de métiers et de l'artisanat de Mayotte". » ;

10° A l'article R. 6523-10, les mots : « dans un département d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

11° A l'article R. 6523-11, les mots : « dans un département d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

12° A l'article R. 6523-15, les mots : « en Guadeloupe, Guyane, Martinique » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte » ;

13° Au a de l'article R. 6523-17, les mots : « ou du préfet et du président du conseil exécutif en Martinique » sont remplacés par les mots : « du préfet et du président du conseil départemental à Mayotte ». ;

14° A la section 4 du chapitre III du titre II du livre V :

a) L'intitulé est remplacé par l'intitulé : « Stagiaire de la formation professionnelle » ;

b) Il est créé une sous-section 1, regroupant les articles R. 6523-10 à R. 6523-14, intitulée : « Remboursement des frais de transport exposés par les stagiaires » ;

c) Il est créé une sous-section 2 ainsi rédigée :

« Sous-section 2

« Dispositions relatives à Mayotte

« Art. R. 6523-14-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6341-31, les mots : "à l'article L. 821-1 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "à l'article 35 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte".

« Art. R. 6523-14-2. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6342-2, les mots : "du 2° de l'article L. 351-3 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "de l'article 8 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte".

« Art. R. 6523-14-3. – Les stagiaires résidant à Mayotte ou à La Réunion et qui suivent un stage donnant lieu à rémunération à la charge de l'Etat, de La Réunion ou du département de Mayotte dans l'autre territoire que celui où ils sont domiciliés, ont droit au remboursement par l'Etat de la totalité des frais de transport exposés au début et à la fin du stage pour rejoindre l'établissement de formation et en revenir.

« Ces stagiaires ont également droit au remboursement par l'Etat des trois quarts des frais de transport exposés pour se rendre dans leur famille, dans l'un des territoires précités, à raison d'un voyage par stage d'une durée supérieure à six mois.

« Art. R. 6523-14-4. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 6523-11, les mots : "25 km" sont remplacés par les mots : "10 km". » ;

15° A la section 5 du chapitre III du titre II du livre V, il est ajouté une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Dispositions relatives à Mayotte

« Art. R. 6523-26-1. – La section 2 du chapitre III du titre II du livre I^{er} de la présente partie s'applique à Mayotte sous réserve des dispositions de la présente sous-section.

« Art. R. 6523-26-2. – I. – Le 2° de l'article R. 6123-3-2 et les articles R. 6123-3-3, R. 6123-3-4 et R. 6123-3-10 ne sont pas applicables à Mayotte.

« II. – Pour l'application de l'article R. 6123-3-9 à Mayotte, les mots : "national et" sont supprimés.

« Art. R. 6523-26-3. – Outre les attributions dévolues au comité régional par les articles R. 6123-3 à R. 6123-3-2, le comité de Mayotte est chargé :

« 1° D'émettre un avis sur la charte ou le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme établi sous l'égide du préfet et du président du conseil départemental de Mayotte ;

« 2° D'examiner toute question relative à l'emploi et à la formation professionnelle en mobilité.

« Art. R. 6523-26-4. – Après le troisième alinéa du III de l'article R. 6123-3, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« 3° Chaque année, des activités de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité et du service militaire adapté dans la collectivité ;

« 4° Chaque année, du bilan des activités du conseil départemental de Mayotte en matière d'aide à l'insertion sociale et professionnelle ;

« 5° Chaque année, par les services compétents de l'Etat, des données relatives au département d'outre-mer concernées figurant dans les états statistiques et financiers des organismes paritaires collecteurs agréés.

« Art. R. 6523-26-5. – Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle est composé, outre le préfet ou son représentant et du président du conseil départemental de Mayotte, de membres nommés par arrêté du préfet :

« 1° Huit représentants de l'Etat ;

« a) Le vice-recteur d'académie ;

« b) Le chef de bataillon du service militaire adapté de Mayotte ;

« c) Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

« d) Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

« e) Le chef des affaires maritimes ;

« f) Le directeur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ;

« g) Un représentant local de l'administration pénitentiaire ;

« h) Un autre représentant de l'Etat désigné par le préfet ;

« 2° Sept représentants du Département de Mayotte désignés par le conseil départemental, ainsi que le président du conseil départemental ou son représentant ;

« 3° Un nombre compris entre cinq et onze au titre du a comme du b de représentants désignés par leurs organisations respectives :

« a) Des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel et des organisations syndicales de salariés intervenant dans les secteurs d'activités correspondant à ceux des organisations intéressées désignées par l'arrêté du ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle prévu au 6° de l'article R. 6123-1-8 ;

« b) Des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau régional et interprofessionnel, ou au niveau multi professionnel, ainsi que de chacun des trois réseaux consulaires ;

« 4° Des représentants des principaux opérateurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles implantés localement, dont un représentant des établissements d'enseignement supérieur, le directeur régional de Pôle emploi, un représentant des organismes ayant compétence pour l'accompagnement des personnes reconnues travailleurs handicapés, un représentant des missions locales de Mayotte, un représentant des organismes ayant compétence pour l'accompagnement des cadres et assimilés, le directeur du centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations et observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle, le directeur régional de l'Office national d'information des enseignements et des professions, le président du conseil économique, social et environnemental de Mayotte, le délégué régional de l'agence de l'outre-mer pour la mobilité, et un représentant de la chambre de l'économie sociale et solidaire de Mayotte.

« Les représentants désignés en application du 2° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes, conformément au principe de parité tel que défini à l'article L. 6123-3. Le représentant désigné en application du h du 1° de l'article R. 6523-19 doit être du sexe qui a le moins de représentants nommés en application des a à g.

« Les membres mentionnés au 4° du présent article siègent sans voix délibératives.

« Pour l'application du présent article, le préfet arrête le nombre et la liste des organisations représentatives au niveau régional mentionnées au a et b du 3° de l'article R. 6523-19, en application des dispositions du chapitre II du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie et du chapitre II du titre V du même livre. » ;

16° A l'article R. 6523-27, les mots : « en Guadeloupe, Guyane, Martinique » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte » ;

17° A l'article R. 6523-28, les mots : « de Guadeloupe, Guyane, Martinique » sont remplacés par les mots : « de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte ».

Art. 8. – La septième partie du même code est ainsi modifiée :

1° A l'article R. 7123-1, après les mots : « hors du territoire métropolitain », il est ajouté les mots : « ou du lieu d'établissement de l'agence de mannequin lorsque celle-ci est établie dans le ressort d'une collectivité ultramarine » ;

2° A l'article R. 7213-9, les mots : « au douzième » sont remplacés par les mots : « au dixième » ;

3° A l'article R. 7221-2, les mots : « au douzième » sont remplacés par les mots : « au dixième » ;

4° L'intitulé du titre II du livre V est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

5° A l'article D. 7522-1, les mots : « dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

6° Au titre II du livre V, il est ajouté les chapitres III et IV ainsi rédigés :

« CHAPITRE III

« PROFESSIONS DU SPECTACLE, DE LA PUBLICITÉ ET DE LA MODE

« Art. R. 7523-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 7122-30, les mots : « et occupant un des emplois définis par l'accord relatif à l'application du régime d'assurance chômage à ces professions prévu à

l'article L. 5422-20" sont remplacés par les mots : "et, le cas échéant, occupant un des emplois définis par l'accord prévu à l'alinéa 2 de l'article L. 5524-2".

« Art. R. 7523-2. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 7122-31 :

« 1° Le *b* du 1° est remplacé par les dispositions suivantes :

« "*b*) Article 1^{er} du décret n° 98-1162 du 16 décembre 1998 et article R. 243-13 du code de la sécurité sociale" ;

« 2° Le *c* du 2° n'est pas applicable.

« CHAPITRE IV

« CONCIERGES ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES À USAGE D'HABITATION, EMPLOYÉS DE MAISON ET SERVICES À LA PERSONNE

« Art. R. 7524-1. – Pour l'application à Mayotte de l'article R. 7213-7, les mots : "mois de mai à octobre inclus" sont remplacés par les mots : "mois de juillet à décembre inclus".

« Art. R. 7524-2. – Pour l'application à Mayotte des articles D. 7231-1, R. 7232-20 et R. 7232-22, les mots : "L. 241-10 du code de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots : "28-8-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte". »

Art. 9. – La huitième partie du même code est ainsi modifiée :

1° A l'article D. 8272-1, les mots : « dans les départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

2° L'intitulé du titre II du livre III est remplacé par l'intitulé : « Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon » ;

3° A l'article D. 8322-1, les mots : « des départements d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte, de La Réunion » ;

4° A l'article R. 8322-2 les mots : « dans les régions d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion » ;

5° L'intitulé du titre III du livre III est remplacé par l'intitulé : « Mesures de coordination avec les autres collectivités ultra-marines ».

CHAPITRE II

ADAPTATION ET APPLICATION À MAYOTTE D'AUTRES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Section 1

Dispositions codifiées

Art. 10. – Le titre IV du livre V du code de l'action sociale et des familles (partie réglementaire) est ainsi modifié :

1° Les VI et VII de l'article R. 541-2 sont abrogés ;

2° Le 3° du XXIV et le XXV de l'article R. 541-4 sont abrogés ;

3° Au III de l'article R. 542-1, les mots : « l'institution mentionnée à l'article L. 326-6 du code du travail applicable à Mayotte » sont remplacés par les mots : « Pôle emploi » ;

4° Le XII de l'article R. 542-3 est abrogé ;

5° A l'article R. 542-4 :

a) Les XIII, 3° du XXI, XXIV et XXV sont abrogés ;

b) Au 1° des XX et XXI, le mot : « garanti » est supprimé ;

c) Au 5° du XXXI, les mots : « fixée par le code du travail applicable » sont supprimés ;

6° Les IV, 2° et 3° du VI, 7° du VIII, IX, XVIII, XXIII, XXV et XXVIII de l'article R. 542-6 sont abrogés ;

7° A l'article R. 543-1 :

a) Les XXVII, 1° du XXVIII et XXXVI sont abrogés ;

b) Aux LXXI et LXXII, le mot : « garanti » est supprimé ;

8° Le III de l'article R. 543-3 est abrogé ;

9° A l'article R. 543-4 :

a) Les II, III, IV, V, XI et 1° du XII sont abrogés ;

b) Au 2° du XII, le mot : « garanti » est supprimé ;

10° L'article R. 544-2 est ainsi modifié :

a) Les III, V, VI, VII, 2° du VIII, IX, X, XIII, XIV et XVII sont abrogés ;

b) Aux XI, XII, XV, le mot : « garanti » est supprimé ;

11° L'article R. 544-3 est abrogé ;

12° A l'article R. 544-4 :

- a) Aux 1° des III, VI, VII et XIII, le mot : « garanti » est supprimé ;
- b) Les b et c du 1° du III, IV, V, 3° et 4° du VI, VIII, X, XI, XIV et XV sont abrogés ;

13° A l'article R. 544-5 :

- a) Le 2° du II et le III sont abrogés ;
- b) Au XXIII, le mot : « garanti » est supprimé ;
- 14° Au II, 2° du III et IV de l'article R. 544-7, le mot : « garanti » est supprimé.

Art. 11. – Les articles R. 920-3, R. 920-6 et R. 922-1 du code de commerce sont abrogés.

Art. 12. – Le code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire) est ainsi modifié :

- 1° Le a du 12° et le 13° de l'article R. 161-5 sont abrogés ;
- 2° Le 4° de l'article R. 373-1 est abrogé ;
- 3° Les 2°, 4° et 5° de l'article R. 472-5 sont abrogés.

Art. 13. – Sauf s'il en est disposé autrement, les dispositions du code de l'éducation (partie réglementaire) relatives à la formation professionnelle sont applicables à Mayotte.

Art. 14. – A l'article R. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile :

- 1° Les I, 2° à 9°, 12°, 14° à 16° du VI et VII sont abrogés ;
- 2° Le 13° du VI est remplacé par les dispositions suivantes :

« 13° Au 6° de l'article R. 611-5, les références aux articles L. 115-6 et L. 161-25-1 du code de la sécurité sociale sont remplacées par la référence à l'article 19 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique à Mayotte, les références aux articles L. 115-7, L. 161-16-1 et L. 161-18-1 du code de la sécurité sociale sont remplacées par les dispositions applicables localement, la référence à l'article L. 512-2 du code de la sécurité sociale est remplacée par la référence à l'article 4 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte et la référence à l'article L. 831-1 du code de la sécurité sociale est remplacée par la référence à l'article 42-1 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ; ».

Art. 15. – Les articles R. 2564-1-2, D. 3522-1 et R. 3522-2 du code général des collectivités territoriales sont abrogés.

Art. 16. – L'article R. 730-1 du code monétaire et financier est abrogé.

Art. 17. – Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (partie réglementaire nouvelle) est ainsi modifié :

1° A l'article R. 146-2 :

- a) Le premier alinéa est supprimé ;
- b) Au second alinéa, les mots : « du même article » sont remplacés par les mots : « de l'article R. 141-2 » ;

2° A l'article R. 441-4 :

- a) Le premier alinéa est supprimé ;
- b) Au second alinéa, les mots : « du même article » sont remplacés par les mots : « de l'article R. 421-16 ».

Art. 18. – Le code de la propriété intellectuelle est ainsi modifié :

- 1° Au premier et au dernier alinéas de l'article R. 811-3, les mots : « et à Mayotte » sont supprimés ;
- 2° L'article R. 811-2 est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'application du présent code à Mayotte les mots suivants énumérés ci-dessous sont respectivement remplacés par les mots suivants :

- « a) "région" et "département" par "Mayotte" ;
- « b) "Cour d'appel" par "chambre d'appel de Mamoudzou" ».

Art. 19. – Les articles R. 612-2 à R. 612-4 du code des procédures civiles d'exécution sont abrogés.

Art. 20. – Les articles R. 142-3, R. 142-4 et R. 242-4 du code de la route sont abrogés.

Art. 21. – I. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

- 1° L'article R. 571-46 est abrogé ;
- 2° Le 3° de l'article D. 781-108 est abrogé et les 4° et 5° de ce même article deviennent respectivement les 3° et 4° ;
- 3° L'article D. 781-112 est abrogé ;
- 4° Le 2° de l'article D. 781-113 est abrogé ;
- 5° Les 2° à 6° de l'article R. 841-7 sont abrogés ;
- 6° Les articles R. 841-8 à R. 841-11 sont abrogés.

II. – Les dispositions du titre I^{er} du livre VII du code rural et de la pêche maritime (partie réglementaire) sont applicables à Mayotte sauf s'il en est disposé autrement.

Art. 22. – Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° A l'article R. 1443-56 :

a) Les 3° et 6° sont abrogés ;

b) Au 5°, les mots : « Par dérogation aux dispositions du titre III du livre I^{er} du code du travail applicable à Mayotte » sont supprimés ;

2° Les 1° à 4° de l'article R. 1443-59 sont abrogés ;

3° L'article R. 1443-60 est abrogé.

Art. 23. – Le 3° de l'article R. 642-1 du code de la sécurité intérieure est abrogé.

Art. 24. – La section VI du chapitre I^{er} bis du livre I^{er} du code du service national (partie réglementaire) est ainsi modifiée :

1° A l'article R. 121-51, les mots : « R. 121-52 et R. 121-53 » sont remplacés par les mots : « R. 121-51-1 à R. 121-52 » ;

2° L'article R. 121-53 est abrogé.

Art. 25. – I. – Le code des transports (partie réglementaire) est ainsi modifié :

1° Le 6° de l'article R. 1802-2 est abrogé ;

2° L'article R. 1821-1 est abrogé ;

3° Les articles R. 3521-2, D. 3521-9, R. 3521-11 et D. 3521-12 sont abrogés ;

4° L'article R. 4621-5 est abrogé.

II. – Les dispositions suivantes du code des transports (partie réglementaire) sont applicables à Mayotte :

1° Les titres II et III du livre III de la première partie ;

2° Les articles D. 3312-14 et D. 3312-54 ;

3° Les articles R. 3312-13 et R. 3312-55 ;

4° Le titre I^{er} du livre V de la quatrième partie.

III. – Les articles R. 5561-1 à R. 5566-7 du code des transports ne sont pas applicables à Mayotte.

Section 2

Autres dispositions relatives à l'emploi, à la formation et au travail

Art. 26. – Le décret du 24 décembre 1996 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 27. – Le décret du 30 août 2013 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 28. – Le décret du 29 août 2014 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 29. – L'article 6 du décret du 29 décembre 2017 susvisé est applicable à Mayotte.

Section 3

Dispositions relatives au droit social et à la sécurité sociale à Mayotte

Art. 30. – Au premier alinéa de l'article 12 du décret du 16 décembre 1998 susvisé, le mot : « garanti » est remplacé par les mots : « de croissance ».

Art. 31. – Le décret du 16 décembre 2009 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 5, les mots : « prévu à l'article L. 141-3 du code du travail applicable à Mayotte » sont remplacés par les mots : « interprofessionnel de croissance applicable à Mayotte » ;

2° A l'article 14 :

a) Au 4°, le mot : « garanti » est remplacé par les mots : « de croissance à Mayotte » ;

b) Le 5° est abrogé.

Art. 32. – Le décret du 14 février 2013 susvisé est ainsi modifié :

1° Le 4° de l'article 3 est abrogé ;

2° Les 1°, a et c du 5° et 8° de l'article 4 sont abrogés.

Art. 33. – Le 3° du IV de l'article 4 du décret du 26 novembre 2014 susvisé est abrogé.

Art. 34. – Les 1°, a et b du 7°, a et b du 8° et h du 11° de l'article 1^{er} du décret du 29 juin 2016 susvisé sont abrogés.

Section 4

Dispositions relatives au travail maritime

Art. 35. – Le 9° du II de l'article 61 du décret du 30 août 1984 susvisé est abrogé.

Art. 36. – Le décret du 3 août 1999 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 37. – Le décret du 16 juin 2000 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 38. – Le décret du 4 juillet 2005 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 39. – Le décret du 22 février 2006 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 40. – Le décret du 23 août 2006 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 41. – Le décret du 21 août 2007 susvisé est applicable à Mayotte.

Art. 42. – I. – Les articles 1^{er} à 11 du décret du 27 février 2015 susvisé sont applicables à Mayotte.

II. – Le même décret est ainsi modifié :

1^o Au premier alinéa de l'article 14, après les mots : « à La Réunion, », il est ajouté les mots : « à Mayotte, » ;

2^o Au 1^o de l'article 14, après les mots : « à La Réunion », il est ajouté les mots : « et à Mayotte, » ;

3^o Le I de l'article 15 est abrogé ;

4^o Au III, les mots : « et le II du présent article » sont supprimés et, après les mots : « entrent en vigueur », il est ajouté les mots : « et le II du présent article est abrogé ».

Art. 43. – Le décret du 27 juillet 2015 susvisé est applicable à Mayotte sous réserve des adaptations suivantes :

1^o L'article 18 est abrogé ;

2^o A l'article 20, après les mots : « La Réunion », il est ajouté les mots : « et à Mayotte ».

Art. 44. – A compter du 1^{er} janvier 2019, les 5^o à 7^o et a du 8^o de l'article 22 du décret n° 2015-1574 du 3 décembre 2015 susvisé sont abrogés.

Art. 45. – A compter du 1^{er} janvier 2019, le 3^o du I et les II à VI de l'article 24 du décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015 susvisé sont abrogés et les articles 13 à 16 du même décret sont applicables à Mayotte.

Art. 46. – Le décret du 15 décembre 2015 susvisé est applicable à Mayotte sous réserve des adaptations suivantes :

1^o A l'article 31, après les mots : « La Réunion, », il est ajouté les mots : « de Mayotte » ;

2^o L'article 32 est abrogé.

Art. 47. – I. – Le décret du 15 mars 2016 susvisé est applicable à Mayotte.

II. – L'article 5 du même décret est abrogé.

Art. 48. – Le III de l'article 3 du décret du 30 mars 2017 susvisé est abrogé.

Art. 49. – Le décret du 3 octobre 2017 susvisé est applicable à Mayotte sous réserve de l'adaptation suivante : à l'article 11, les mots : « à Mayotte, » sont supprimés.

Art. 50. – Le décret du 13 octobre 2017 susvisé est applicable à Mayotte sous réserve des adaptations suivantes :

1^o Au 1^o de l'article 24, après les mots : « La Réunion, », il est ajouté les mots : « à Mayotte, » ;

2^o L'article 25 est abrogé.

Section 5

Autres dispositions

Art. 51. – A l'article 7-10 du décret du 30 décembre 1991 susvisé, après les mots : « tribunal du travail », il est ajouté les mots : « et des prud'hommes ».

Art. 52. – Le IV de l'article 29 du décret du 2 avril 1998 susvisé est abrogé.

Art. 53. – A l'article 15 du décret du 12 décembre 2006 susvisé :

1^o Les mots : « garantie (SMIG) mentionnée à l'article L. 141-2 du code du travail applicable à Mayotte » sont remplacés par les mots : « de croissance applicable à Mayotte, mentionnée à l'article L. 3231-2 du code du travail » ;

2^o Les mots : « du SMIG » sont remplacés par les mots : « du SMIC applicable à Mayotte ».

Art. 54. – L'article 168 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 susvisé est abrogé.

Art. 55. – L'article 142 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 susvisé est abrogé.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS D'ABROGATION, D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET TRANSITOIRES

Art. 56. – La partie réglementaire du code du travail applicable à Mayotte est abrogée, sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Art. 57. – I. – Le 5^o du XXXI de l'article R. 542-4 du code de l'action sociale et des familles et l'article R. 2564-1-2 du code général des collectivités territoriales sont abrogés à compter du 1^{er} janvier 2019.

II. – Le chapitre VIII du titre II du livre I^{er} du code du travail applicable à Mayotte (partie réglementaire) est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2020.

III. – Le XXXIX de l'article R. 542-4 du code de l'action sociale et des familles est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2020.

IV. – Les 14^o à 18^o de l'article R. 1521-1 du code du travail, le sixième tiret de l'article R. 811-3 du code de la propriété intellectuelle, l'article 7-10 du décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 susvisé sont abrogés à compter du 1^{er} janvier 2022.

V. – Le 13^o de l'article R. 1521-1 du code du travail est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2025.

Art. 58. – I. – Les dispositions suivantes du code du travail (partie réglementaire) sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- a) Le titre V du livre I^{er} de la cinquième partie ;
- b) Le 3^o de l'article R. 5312-40 ;
- c) Le chapitre III du titre II du livre III de la sixième partie ;
- d) La section 5 du chapitre II du titre III du livre III de la sixième partie.

II. – Les dispositions réglementaires suivantes du même code sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- a) Les chapitres I^{er} et II du titre VII du livre II de la première partie ;
- b) Le 2^o de l'article D. 7233-3 et l'article R. 7233-12.

III. – Les dispositions réglementaires suivantes du même code sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- a) Le chapitre IV du titre V du livre II de la première partie ;
- b) Les titres I, II, IV à VII du livre IV de la première partie ;
- c) Le titre VI du livre I^{er} de la quatrième partie.

Art. 59. – I. – Jusqu'au 31 décembre 2024, pour l'application à Mayotte de l'article R. 2314-5 du code du travail :

1^o Au premier alinéa, les mots : « A défaut d'accord, l'employeur peut décider de ce recours qui vaut aussi, le cas échéant, pour les élections partielles se déroulant en cours de mandat » sont supprimés ;

2^o Au second alinéa, les mots : « ou, à défaut, par l'employeur » sont supprimés.

II. – La contribution au financement du compte personnel de formation prévue aux articles R. 6332-22-3, R. 6332-22-4 et R. 6332-22-5 du même code est due à partir du 1^{er} janvier 2019.

Art. 60. – Les dispositions réglementaires du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail ne s'appliquent pas à Mayotte tant qu'un service de santé au travail n'est pas agréé dans les conditions déterminées par l'article 37 de l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 susvisée.

Art. 61. – Pour l'application à Mayotte de l'article L. 1225-62 du code du travail, le certificat médical prévu au troisième alinéa de cet article doit attester la particulière gravité de la maladie, du handicap ou de l'accident de l'enfant. Ce certificat médical détaillé, établi par le médecin qui suit l'enfant au titre de la maladie, du handicap ou de l'accident susmentionnés, précise la nature des soins contraignants, les modalités de la présence soutenue du parent aux côtés de l'enfant ainsi que la durée prévisible du traitement de l'enfant.

Art. 62. – La ministre du travail, le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 31 octobre 2018.

EDOUARD PHILIPPE

Par le Premier ministre :

La ministre du travail,

MURIEL PÉNICAUD

*Le ministre de l'action
et des comptes publics,*

GÉRALD DARMANIN

La ministre des outre-mer,

ANNICK GIRARDIN